



VIVE LE PCF (MLM) !

Paul Boccara, le Varga français

Une figure internationale

Lorsque l'URSS de Khrouchtchev balança par-dessus bord les principes et valeurs de Staline, elle pouvait s'appuyer déjà sur l'intense travail mené en amont par Eugen Varga, qui avait provoqué une polémique immense dans l'URSS de l'après-guerre.

L'un des points principaux modifiés fut la notion d'*impérialisme*, remplacé par celui de *capitalisme monopoliste d'État*. Il y aurait ainsi le capitalisme, grosso modo à l'époque de Karl Marx, l'impérialisme, correspondant dans les très grandes lignes à celle de Lénine, et enfin le capitalisme monopoliste d'État.

Il va de soi que l'affirmation d'un tel concept nouveau et encore non défini au sens strict permettait de louvoyer, de prétendre que beaucoup de situations différentes existaient, que tout « dogmatisme » était néfaste, etc. Cela formait également un appel d'air pour des intellectuels opportunistes qui pouvaient voir ici une véritable possibilité d'apparaître comme des théoriciens d'importance.

Cela fut particulièrement le cas dans un Parti ayant toujours été une catastrophe sur le plan de la théorie et de l'idéologie : le Parti Communiste Français. Il y avait là un boulevard et il fut pris par Paul Boccara, dont l'arrivée fut météorique.

En quelques années seulement, Paul Boccara passa à la direction de la section économique de la direction centrale du PCF, prenant la tête d'une conférence internationale, en France même, sur le concept de « capitalisme monopoliste d'État ».

Il devint alors une figure internationale ; lors de discussions économiques organisées par Fidel Castro à Cuba, il prit même la parole sans se la voir accorder et, debout, lança : « Vous l'Amérique du Sud, je vous ai appris l'économie ! »

A intervalles réguliers, il parla de tournants, de moments sans précédents, d'urgence de la situation, etc., justifiant par là tous les appels opportunistes à participer le plus possible aux institutions pour prétendument se les approprier.

Paul Boccara, dont le niveau intellectuel était indéniablement très élevé, s'était entièrement pris au jeu ; il fit de la section économique du PCF un organisme intellectuellement brillant, hyper actif, développant de multiples thèses et travaux.

Tant l'URSS que le PCF et la CGT appréciaient cela, car cela correspondait totalement à leurs intérêts. Il leur fournissait une théorie économique clef en main. Le PCF pouvait viser un programme commun de gouvernement avec les socialistes, la CGT participer aux comités d'entreprise, aux institutions économiques en général ; l'URSS trouvait un moyen de faire des « partis communistes » lui étant inféodés des leviers pour influencer les autres pays.

Quant à Paul Boccara, il se présentait comme le nouveau Karl Marx et successeur de Lénine sur le plan des idées économiques. Naturellement, après 1989, il cessa de se revendiquer de Lénine.

A vrai dire, il n'en avait plus besoin de toutes façons, ayant déjà prôné l'autogestion et fait en sorte que le PCF assume cette conception dès les années 1970. Cette dynamique rendit d'ailleurs le PCF indépendant intellectuellement du bloc de l'Est et c'est cela qui explique son maintien après 1989.

Il existe une véritable idéologie « boccariste », prônant une mixité de l'économie, un mélange État – entreprises, avec une prise en main de la gestion par les travailleurs, pour orienter le pays vers le communisme, le capitalisme étant considéré comme périmé depuis les années 1950.

Paul Boccara a, afin de justifier cela, développé, dès les années 1960, toute une théorie de la « suraccumulation - dévalorisation » du capital, avec comme conclusion la participation résolue aux institutions.

Ce qui est par contre intellectuellement véritablement honteux, c'est que Paul Boccara, dans toute sa démarche, s'appuie directement sur Eugen Varga, et ce sans jamais l'assumer. Le boccarisme est une variante du vargisme, ni plus ni moins, et pourtant Paul Boccara, connu pour son tempérament d'ailleurs odieux, ne l'a jamais dit.

Une carrière à succès dans le PCF

Paul Boccara est l'Eugen Varga français. Tout comme Eugen Varga, il a publié une avalanche d'articles et d'analyses ; comme lui, il considère qu'il n'y plus de notion d'impérialisme, mais uniquement un « capitalisme monopoliste d'Etat ».

Le capitalisme est par conséquent désormais organisé ; il ne connaîtrait plus de vraie crise, mais seulement une longue crise, caractérisée par un chômage important permanent, tout en étant tout le temps à deux doigts de la rupture.

L'État serait neutre en soi, il faudrait une poussée du mouvement de masse pour l'attirer dans son camp, cela étant associé avec l'autogestion des entreprises du privé avec l'aide des aides publiques, ainsi que des nationalisations pour appuyer le processus de « démocratisation » de l'économie.

Si Paul Boccara peut proposer cela, c'est que le PCF avait besoin d'un théoricien économique prolongeant le thorézisme et amenant à se débarrasser de tout reste de marxisme-léninisme : en quelques années seulement, Paul Boccara devint le grand théoricien économique du PCF.

Né en 1932, il adhéra au PCF à vingt ans ; six ans après il écrivait déjà son premier article pour *Économie et politique*, la revue de la section économique du comité central du PCF. Le PCF ne manquait pourtant pas de cadres éprouvés, mais Paul Boccara correspondait à un style nouveau, véritablement coupé de toute référence au passé.

Paul Boccara n'est pas un révisionniste au sens strict : il est quelqu'un né dans le révisionnisme et c'est en cela qu'il était fondamentalement utile. Il s'est cru un intellectuel, il a été un simple outil.

Dès 1959, il écrivait donc des articles pour expliquer que Karl Marx n'avait pas fini son œuvre. Sa grande thèse est d'ailleurs reprise à Eugen Varga : Le capital de Karl Marx parle d'un capitalisme pur, d'un « capitalisme en général » ce serait une abstraction théorique tout à fait juste, mais il y aurait le besoin d'étudier la réalité concrète.

Comme il se doit, cette réalité était présentée comme n'ayant plus rien à voir avec celle de Lénine. Il ne s'agirait plus de conflit avec l'État, mais d'une bataille pour sa gestion.

Il est ainsi tout à fait parlant que Raymond Barre, qui avait été son professeur d'économie à l'université (et qui avait une réputation de tyran), appuya sa nomination au CNRS en 1963, comme attaché, puis chargé de recherche. Il devint ensuite maître assistant, il est docteur en sciences économiques en 1974 à Paris VIII et maître de conférences en sciences économiques jusqu'en 1992, où il part à la retraite.

De manière extrêmement rapide, Paul Boccara joua un rôle central dans la mise en place de la théorie du capitalisme monopoliste d'État, aux côtés de Henri Jourdain, dirigeant syndical métallurgiste devenu directeur de la revue *Économie et politique*.

En 1964, il participa à la conférence internationale à Prague, sous l'égide de l'URSS et contribua à l'affirmation de l'organisation du capitalisme monopoliste sous la supervision de l'État. Vint ensuite la conférence internationale de Choisy-le-Roi en 1966, faisant de lui la grande figure internationale de la question.

Paul Boccara participa alors un groupe d'études aboutissant à la publication de l'ouvrage en deux volumes intitulé *Le capitalisme monopoliste d'État. Traité d'économie marxiste, en 1971*. Le prestige était alors extrêmement important dans les milieux diplômés, pour toute la mouvance de la revue *Économie et politique*.

En 1972, cela eut comme effet de la nomination de Paul Boccara et de Philippe Herzog au comité central du PCF, ce qui fut un événement interne, car auparavant absolument jamais des membres de

la section économique ne parvenaient à la direction, au nom de leur subordination à la direction politique.

Paul Boccara fut alors membre de toutes les équipes de discussion entre le PCF et les socialistes pour l'élaboration du programme commun, Roger Gauraudy étant le pendant de Paul Boccara dans le domaine politique-philosophique.

Une revue théorique, *Issues*, fut fondée en 1978, toujours dans l'élan intellectuel autour du capitalisme monopoliste d'État et de la perspective d'un gouvernement d'union de la gauche ; un plan d'action « Bâtissons ensemble la France des années 1980 » fut proposé à la direction du PCF.

Paul Boccara participa d'ailleurs en 1981 aux discussions sur les mesures gouvernementales ; grand partisan de la « régulation » du capitalisme, il développait toujours plus sa ligne d'autogestion. Philippe Herzog fut, dans cette perspective d'appel aux mobilisations citoyennes pour s'impliquer dans la régulation et la gestion de l'économie, nommé tête de liste du PCF pour les élections européennes de 1989.

La vanité de l'entreprise aboutit à un double mouvement, avec d'un côté la liquidation ouverte du PCF avec des rénovateurs partant dans d'autres horizons, comme Philippe Herzog, Pierre Juquin, Anicet Le Pors, Charles Fiterman, et de l'autre la mutation, portée par Robert Hue prenant la tête du PCF, et disposant de l'appui de Paul Boccara.

Le PCF devint alors ouvertement boccariste dans son affirmation d'une économie « mixte ».

La lecture faite

Paul Boccara a une approche qui, en cinquante ans, n'a pas connu de grandes variations, se tenant toujours dans un cadre bien déterminé. Au-delà des rapports variables avec l'idéologie marxiste-léniniste – selon les besoins opportunistes du moment – Paul Varga s'en tient à deux, trois principes, qu'il maintient invariablement.

L'idée de base, qui est évidemment celle qui lui a valu son importance, c'est qu'il faut participer aux institutions, à tous les niveaux, ainsi qu'aux entreprises. Le leitmotiv de Paul Boccara, c'est que les capitalistes ne savent pas gérer et qu'il faut les épauler, puis les remplacer.

Le capitalisme serait à son stade le plus élevé, l'État serait neutre. Sans l'État pour le moduler, le gérer, le capitalisme s'effondrerait ; par conséquent il faut faire pencher l'État du côté du peuple et non des monopoles.

Pendant plusieurs décennies, le PCF va donc avoir un discours sur l'économie nationale qu'il faudrait protéger, développer, alors que le capital financier compte agir en prédateur contre lui. Les idées de Paul Boccara ont servi ici à justifier le soutien unilatéral du PCF et de la CGT à la vie des entreprises.

La démarche de Paul Boccara – gérer à la place des mauvais gestionnaires – implique en général une participation la plus rigoureuse possible à tout ce qui existe : les comités d'entreprises, les syndicats, les associations, les mairies, les départements, les régions, le parlement, le sénat, les commissions les plus diverses existantes dans toutes ces institutions, les collectivités territoriales dans tous leurs aspects, les organismes sociaux, etc.

Il faut épilucher les comptes de tous les organismes étatiques ou para-étatiques, y participer, chercher à y disposer d'un poids toujours plus important, influencer sur les décisions, faire régulièrement des propositions, etc.

Les comités d'entreprises doivent s'approprier des droits de décision sur la stratégie de l'entreprise. Par conséquent, le syndicat (ici donc la CGT) doit élaborer des stratégies et des contre-stratégies, concurrençant directement les choix des actionnaires et du capital financier.

Pour rendre cela possible, et là on a les deux autres principes qu'on retrouve systématiquement, il faut tout d'abord un mouvement populaire permettant de conquérir cet espace, ensuite, un pôle financier public jouant le rôle de banque prêtant avec suffisamment de largeur pour parvenir à mettre de côté le capital financier.

Dans les années 1970-1980, cette démarche fut appelée par le PCF la « démocratie avancée », puis après 1989 cela fut désigné sous le terme de « mixité ».

Toute la théorie particulière du capitalisme de Paul Boccara sert à justifier cette démarche institutionnelle.

La nature de l'État

Pour comprendre la question du capitalisme monopoliste d'État, il faut bien faire attention à une ambiguïté aux conséquences terribles. En effet, il y a lieu de distinguer deux thèses se ressemblant point sur point en bien des domaines, mais de nature essentiellement différente.

C'est une chose que de dire que les monopoles prennent le contrôle de l'État, et une autre de dire qu'il y a une alliance de l'État et des monopoles.

Selon le matérialisme historique, l'État est la condensation d'un rapport de force ; dans le mode de production capitaliste, l'État est bourgeois, au service de celui-ci. Dire que les monopoles en prennent le contrôle signifie uniquement que ceux-ci l'emportent sur les autres fractions capitalistes.

Par contre, dire qu'il y a une alliance entre les monopoles et l'État signifie que l'État est indépendant à la base ou bien, comme Eugen Varga, qu'il a acquis son indépendance. C'est également le point de vue de Paul Boccara.

Quel est le souci cependant ? Tout simplement que la plupart des phrases, remarques, analyses que l'on peut faire au sujet de l'État au service des monopoles, échappe bien souvent à une distinction claire entre ces deux thèses.

Si l'on dit que les monopoles sont aidés par l'État par telle ou telle mesure, on a dans tous les cas une dimension radicale de critique du rôle de l'État. Mais la question d'économie politique de la nature de l'État n'apparaît pas.

C'est là un point essentiel du révisionnisme. En apparence, pour la base du PCF manquant de niveau de formation au sein d'un Parti déjà faible sur le plan théorique, il n'y a pas eu de changement de discours : on reste dans une position d'affrontement avec le capitalisme et l'État à son service.

Cependant, concrètement, la perspective est totalement différente, car désormais l'État est considéré par le PCF comme neutre. Et ce n'est évidemment pas la même chose de dire que l'État doit être détruit ou bien qu'il faille en prendre le contrôle.

Dans un article sur la crise monétaire, publié dans les *Cahiers du communisme* en octobre 1971, Paul Boccara définit par exemple comme étant la caractéristique du capitalisme monopoliste d'État le financement plus ou moins étatique des profits et de l'accumulation de capital des monopoles.

C'est très ambigu et on pourrait très bien comprendre que l'État n'est pas neutre, qu'il est au service des monopoles. Or, ce n'est pas le cas du tout.

Qui plus est, on pourrait croire que l'État aide les monopoles à avoir du profit... Alors que par l'intermédiaire de la thèse de « suraccumulation – dévalorisation », Paul Boccara sous-tend dans ce financement de l'État quelque chose de très différent.

Selon lui, les nationalisations font comme geler une partie de l'économie, afin que le capital financier étouffe le reste du capital qui ne sait pas où trouver un espace pour se développer.

Il s'agit d'un dispositif intellectuel très technique, très subtil. En apparence, on dénonce les monopoles aidés par l'État. En pratique, on expose un système où l'État neutre a été happé par les monopoles dans un capitalisme à l'agonie, impliquant qu'il faut participer à l'État et s'appuyer littéralement sur le capital non monopoliste.

C'est ainsi que le PCF est passé de parti de la rupture dans les années 1950 à un parti participant à toutes les institutions, à tous les organismes étatiques ou para-étatiques, proposant systématiquement des contre-projets, des contre-programmes, notamment par l'intermédiaire de la CGT.

Le tournant fut véritablement mai 1968, qui amena au PCF un passage du style « thorzien » à ce qu'on doit appeler un style « boccariste ». A la contestation syndicale dure, d'esprit populiste, succéda la bataille pour la « gestion ».

Paul Boccara exposa sa thèse de la neutralité de l'État dès les années 1960, mais elle ne triompha en tant que telle que par l'intermédiaire du concept de « crise » du capitalisme monopoliste d'État. Cette crise justifiait plus aisément une participation littéralement urgente à l'État.

Le 15 mai 1967, lors d'un meeting parisien dans la salle de la Mutualité, Paul Boccara traita de la crise du capitalisme monopoliste d'État, et ce concept fut adopté par le PCF à son XIXe congrès, en février 1970.

Le processus était alors lancé pour revendiquer l'autogestion, la démocratie avancée, et par conséquent l'abandon du principe de dictature du prolétariat.

Le capitalisme monopoliste d'État

Le concept de capitalisme monopoliste d'État dont se revendique Paul Boccara est le fruit d'une thèse d'Eugen Varga au moment de la fin de la seconde guerre mondiale. Il considérait qu'avec les exigences de la guerre, l'État avait pris son autonomie par rapport au capitalisme.

L'État serait capable d'un regard objectif, réaliste, et serait donc relativement en mesure de forcer les capitalistes à prendre des décisions privilégiant l'intérêt commun plutôt que le leur.

Cette interprétation va provoquer de grands troubles en URSS, avant de se voir finalement écrasée, temporairement seulement cependant, puisqu'à la mort de Staline, elle réapparaît et devient officiellement celle de l'URSS de Nikita Khrouchtchev.

Paul Boccara reprend intégralement la conception d'Eugen Varga, sans jamais le dire. Sa définition de base est la même. Voici comment, en 1972, dans *Qu'est-ce que la crise du capitalisme monopoliste d'État ?*, il présente le concept d'un État désormais neutre servant les monopoles.

« Du lendemain de la deuxième guerre mondiale jusque vers la fin des années 1960 environ, le monde capitaliste connaît une croissance rapide de la production, un emploi souvent élevé, des crises faibles et des dépressions peu durables.

En même temps, on assiste partout à une intervention massive de l'État capitaliste dans la production et la consommation.

L'idéologie bourgeoise tire argument de ces faits pour prétendre que l'État, arbitre au-dessus des classes, n'est préoccupé que de l'intérêt général et que la maîtrise de la croissance économique est désormais assurée.

En réalité, il s'agit seulement de la période d'épanouissement du capitalisme

monopoliste d'État. »

Il faut être ici prudent : si Paul Boccara dit que l'État n'est pas un arbitre neutre (comme les socialistes le disent), il veut dire en fait qu'il est neutre dans sa nature mais penche toujours d'un côté ou de l'autre.

Il faut toujours avoir en tête que le boccarisme est une variante du vargisme. On serait dans une troisième période du capitalisme ; celui-ci n'est plus libéral, ni monopoliste. Seuls les monopoles dominent désormais totalement, portés par l'État.

Voici comment Paul Boccara présente, de manière plus précise, le capitalisme monopoliste d'État, dans *La crise du capitalisme monopoliste d'État et les luttes des travailleurs* :

« Le capitalisme monopoliste d'État, annoncé par des transformations significatives dès le tout début du stade impérialiste, surgit pendant la guerre de 1914-1918, sous la pression de la lutte à mort entre les États capitalistes, expression du développement des antagonismes impérialistes.

Il est nécessaire de pousser au maximum la production et pour cela de commencer à dépasser les limites des rapports du capitalisme monopoliste simple, en mettant systématiquement la puissance de l'État, le pouvoir concentré de la société qu'elle représente, au service de l'accumulation capitaliste par les commandes, le financement et la programmation publiques (...).

Le capitalisme monopoliste d'État caractérise l'impérialisme dans sa phase actuelle. Il développe de façon antagonique les formes du capitalisme monopoliste simple.

Le système de domination capitaliste des monopoles privés, du capital financier, de l'exportation des capitaux se complète par l'utilisation dans l'intérêt général des groupes capitalistes dominants des monopoles de type public, du financement de type public, de l'exportation de capitaux publics (« aides »), etc. »

La notion de capitalisme monopoliste d'État consiste à dire que l'État, dans ses initiatives, appuie les monopoles. La vie entière des monopoles passe par l'État, celui ne fait pas qu'intercéder en leur faveur, il organise son existence même selon leurs intérêts.

Et cet État conserve une existence propre, indépendante. Il n'est que façonné par les monopoles.

Les modalités du rapport État-monopoles

Si l'État est façonné par les monopoles, c'est pour une raison très simple : selon Paul Boccara, les monopoles ne pourraient subsister sinon. Paul Boccara est ici, comme toujours, un disciple d'Eugen Varga.

Ce dernier avait développé une conception luxembourgistes du capitalisme ; une croissance capitaliste ne pourrait selon lui plus que provenir de l'extérieur, d'une conquête de zones non capitalistes. Or, le capitalisme se maintenait, donc il fallait trouver un justificatif à cela.

Il considéra alors que l'État, devenu neutre, servait de « cerveau » au capitalisme des monopoles, le guidant, le soutenant, lui ouvrant de nouveaux espaces.

Paul Boccara dit exactement la même chose. Voici comment il dresse le tableau des caractéristiques du capitalisme monopoliste d'État :

« Un premier trait caractéristique du capitalisme monopoliste d'État est constitué par le financement de type public de l'accumulation et de la production privées (...).

Le deuxième trait caractéristique, interférant, en effet, avec le premier, concerne le financement de type public ou collectif de certaines consommations et services (...).

Un troisième trait, en relation étroite avec les deux précédents, concerne les sources du financement de type public avec le prélèvement sur les revenus et l'intervention dans les circuits financiers (...).

Un quatrième trait, qui résulte des trois premiers, concerne la « programmation » publique et les « plans ». L'intervention publique, désormais décisive dans le développement du capitalisme et concernant des décisions globales de portée durable, nécessite que ses diverses décisions soient beaucoup plus coordonnées que jadis (...).

Les derniers traits principaux du capitalisme monopoliste d'État se rapportent à l'économie mondiale.

L'exportation des capitaux publics encadre désormais, de plus en plus, l'exportation de capitaux privés et de marchandises par du capital dévalorisé publiquement, permettant d'assurer et de relever les taux de profits. »

Ce qui est essentiel ici – et qu'on ne peut pas voir si l'on n'a pas étudié le sens de la polémique provoqué par Eugen Varga en URSS, tant dans les années 1920-1930 que 1940-1950 – c'est la question de la capacité d'organisation du capitalisme.

L'un des grands combats de Staline a été d'écraser la conception social-démocrate du capitalisme organisé. C'est le sens de la mise à l'écart de Boukharine notamment. Or, Eugen Varga a réaffirmé ouvertement cette thèse après 1945, l'URSS l'a assumé officiellement après 1953.

Et si l'on regarde les caractéristiques mises en avant par Paul Boccara, on en retrouve la substance : le capitalisme peut se gérer, au moyen de plans.

La différence d'avec la social-démocratie des années 1930, c'est que le capitalisme n'est pas considéré comme s'organisant tout seul, mais sous la supervision de l'État.

La crise de surproduction de capital

Paul Boccara défend ni plus ni moins que les thèses d'Eugen Varga ; toutes ses positions suintent le vargisme par tous les pores. Lui-même pense par contre avoir une pensée originale, ne comprenant rien à son utilisation historique comme vecteur du révisionnisme.

Il prétend même avoir développé l'analyse de Karl Marx. C'est là une constante chez Paul Boccara : Karl Marx serait daté. Son œuvre serait théorique qui plus est ; seule une analyse actualisée des tendances du capitalisme – c'est d'ailleurs la thèse d'Eugen Varga – permet de saisir le capitalisme dans ce qu'il est réellement.

Et Paul Boccara aurait même compris ce qui manquait chez Karl Marx :

« Nous prétendons que la théorie de la suraccumulation - dévalorisation du capital, ébauchée seulement en tant que telle dans le livre III du « Capital », permet l'intégration systématique de tout l'apport du « Capital » de Max pour se rendre de la réalité capitaliste dans ses aspects phénoménaux comme son évolution historique toute entière.

Elle permet de pousser plus avant les analyses inachevées des livres II et III du « Capital » et de fournir la solution des oppositions apparentes que certains penseurs avaient pu suggérer entre elles.

La théorie économique marxiste du capitalisme débouche, à notre avis, sur la théorie de la suraccumulation - dévalorisation. »

Karl Marx débouche donc sur Paul Boccara ! Pourquoi cela ? En quoi consiste cette théorie de la suraccumulation – dévalorisation ?

En juin 1975, les Editions Sociales liées au PCF publient *Le capital* ; c'est bien évidemment Paul Boccara qui en rédigea la longue introduction. Les dernières pages exposent bien entendu la théorie du Capitalisme Monopoliste d'État et de la suraccumulation - dévalorisation, Paul Boccara se prétendant donc le successeur de Karl Marx (au début en passant par Lénine, puis à partir de 1989 directement depuis Karl Marx).

Voici ce que cela donne :

« C'est à partir de la théorie de la suraccumulation exposée par Marx dans *Le Capital* que nous expliquons aujourd'hui le Capitalisme Monopoliste d'État, ainsi que sa crise, phase cruciale ouverte depuis quelques années de la crise générale du capitalisme (...).

Suraccumulation signifie excès d'accumulation, ou capital accumulé en quantité excédentaire, car la plus-value, malgré son accroissement, est devenue insuffisante pour rémunérer avec le même taux de profit le capital total et lui permettre de fonctionner

normalement.

C'est, en effet, dans la section du livre III du Capital intitulée « Loi de la tendance à la baisse du taux de profit » que la suraccumulation est analysée. »

Or, le problème est très simple : l'hypothèse de Karl Marx d'une surproduction de capital n'est pas présentée par ce dernier comme une crise de surproduction absolue.

Karl Marx considère qu'une crise de surproduction absolue est à la fois une crise de surproduction de capital et une crise de surproduction de marchandises. Ce second aspect est totalement nié par Paul Boccara.

Qui plus est, il va modifier l'approche de Karl Marx. Dans son hypothèse d'une suraccumulation de capital, - que Paul Boccara transforme en fait -, Karl Marx parle de destruction du capital en trop, et non pas comme Paul Boccara d'une « dévalorisation »

Chez Karl Marx en effet, la crise de surproduction du capital allie mise en sommeil du capital en trop voire disparition par l'écrasement par la concurrence (une entreprise fait faillite et son usine reste à l'abandon, par exemple).

Paul Boccara nie cette concurrence, ce capitalisme impliquant toujours concurrence même s'il existe une superstructure impérialiste, et bascule dans la thèse d'Euge Varga, comme quoi le capitalisme pense et s'allie à l'État.

On a alors l'État qui assume une partie de la production pour... empêcher que des capitalistes le fassent et que des profits y soient faits. L'objectif est ici selon Paul Boccara de maintenir les profits des monopoles en empêchant le capital non monopoliste de trouver une place dans l'économie.

Il formule cela ainsi :

« Le relèvement du taux de profit des entreprises monopolistes est permis, dans la limite du mouvement du taux moyen, par une certaine réduction de la valorisation des capitaux non monopolistes (...).

Si des fonds publics sont donnés en subvention, ou prêtés sans intérêt ou à de faibles taux, une partie du capital en fonction ne réclame plus une mise en valeur aussi importante que celle des capitaux privés de l'entreprise (monopoliste) bénéficiaire, dont le taux de profit peut être relevé d'autant. »

Pour résumer : il y a suraccumulation de capital et le capital monopoliste, pour préserver ses profits et empêcher de se voir concurrencer, appuie l'existence d'un grand secteur d'État, pour paralyser une partie de l'économie et y empêcher des investissements capitalistes.

Les modalités de la dévalorisation

Voici comment, en 1974, Paul Boccarra résume les modalités de l'intervention étatique pour bloquer une partie de l'économie :

« Suraccumulation ? Cela signifie excès d'accumulation des capitaux par rapport au profit possible pour les rémunérer.

Cet excès d'accumulation des capitaux résulte du fait que le but déterminant de la production capitaliste est l'accumulation de la richesse privée et sa fructification par le profit et non la satisfaction des besoins des diverses catégories de travailleurs.

Cette suraccumulation se manifeste dans les crises de surproduction et les récessions périodiques de la production capitaliste.

Pendant, on constate historiquement qu'après une longue phase, de 25 à 30 ans environ, où les crises sont peu importantes et les dépressions consécutives courtes, tandis que l'essor facile domine pendant toute la période, on passe à une longue phase d'allure différente où les crises sont plus importantes, où du moins les difficultés et les dépressions sont plus durables (...).

Au milieu des luttes de classe interviennent les transformations de structure – tenant au développement massif du secteur public et de l'intervention de l'État – avec la transformation du capitalisme monopoliste simple en capitalisme monopoliste d'État.

L'excès d'accumulation durable est provisoirement résolu non seulement par les anciennes méthodes, mais aussi par le développement du rôle du capital public – qu'il s'agisse d'une entreprise nationalisée ou de fonds publics donnés en subvention ou prêtés à des taux de faveur à une grande entreprise privée.

En effet, le capital public ne réclame pas pour lui le profit courant.

Il peut même accepter un profit nul, voire un déficit couvert par l'impôt ou des subventions inflationnistes.

Dans ces conditions, une grande masse (bien que minoritaire) du capital engagé dans la production ne réclame plus le profit courant.

Cela permet de relever d'autant le profit des grandes entreprises privées dominantes (...).

Toutefois, puisque le système tend à favoriser directement ou indirectement, sous prétexte d'intérêt général, les profits et leur accumulation de capitaux par les grands groupes capitalistes privés, on doit de nouveau aboutir à une situation de suraccumulation profonde et durables.

C'est ce qui se produit à partir de 1967-1969, avec le début de la crise du CME lui-même.

Cette crise de structure nouvelle est beaucoup plus profonde et beaucoup plus originale que les précédentes. »

Non seulement l'État aide les monopoles, mais en plus il occupe une partie de l'économie, afin de les protéger.

Suraccumulation, dévalorisation, aristocratie ouvrière

Très concrètement, chez Paul Boccara, il n'y a aucune originalité. On est dans le vargisme le plus strict : il n'y aurait pas de connexion organique entre l'État et les monopoles ; la stratégie anti-monopoliste d'unité – y compris de la bourgeoisie non monopoliste – serait en mesure de décrocher l'État du capital monopoliste.

Bien entendu, on a toujours cette apparence radicale puisque cette approche dénonce la soumission de l'État aux monopoles, mais pas dans le sens d'une critique léniniste : dans le sens d'une théorie de conquête de l'État « neutre ».

Pourquoi alors cette théorie de la suraccumulation – dévalorisation ? Pour deux raisons : la première est qu'il s'agit simplement de la focalisation de Paul Boccara sur le thème, et donc d'une idée théorique produit abstraitement. La seconde est que cela sert fondamentalement les intérêts du PCF, de la CGT et de l'URSS.

La théorie de la suraccumulation – dévalorisation sous-tend en effet un « urgentisme » très important. Le capitalisme était présenté comme en phase terminale.

Déformant la théorie léniniste de l'impérialisme, Paul Boccara fait du surplus de capital une sorte de monstre défigurant l'économie, comme si le capitalisme s'était survécu à lui-même.

Ce qui est cocasse, c'est que Paul Boccara passa donc cinquante ans de sa vie à expliquer, à courts intervalles, que l'on rentrait dans la phase absolument finale de l'effondrement du capitalisme !

Vu ainsi, c'est ridicule. Mais à chaque fois, politiquement, cela permit un positionnement très particulier, justifié par cette prétendue urgence. C'était très pratique pour le PCF et la CGT.

Dans cette optique, l'économie allait s'effondrer, car le capitalisme était bloqué ; la gestion devenait intenable, tout l'énergie allait dans la finance... il faudrait donc prendre les choses en main.

De plus, en prétendant s'appuyer sur quelque chose relevant du marxisme, Paul Boccara pouvait prétendre à une dimension révolutionnaire ; en expliquant en même temps que c'était un prolongement, que Karl Marx n'avait pas directement expliqué cela, il se donnait une marge de manœuvre totale dans l'interprétation.

On pouvait donc indéfiniment se tromper, repousser la crise au cycle suivant, etc. Et en fonction de cette « crise » perpétuelle (« systémique » est le terme ici employé) mais connaissant des « phases », on pouvait prôner telle ou telle mesure, telle ou telle intervention dans l'économie.

Il est évident ici que le boccarisme n'est donc rien d'autre que l'expression idéologique de l'aristocratie ouvrière.

En présentant comme incontournable la participation des couches « instruites », participatives, gestionnaires de la classe ouvrière, il faisait de l'aristocratie ouvrière un étendard et appelait à protéger ses intérêts.

On comprend donc le sens de la théorie de la suraccumulation – dévalorisation. Pour maintenir la « gestion » du capitalisme contre le capital « en trop », il faut une rationalité depuis l'intérieur de l'entreprise, par le syndicat, par le PCF qui est l'organisation politique de ce syndicat (dans la droite ligne du positionnement de Maurice Thorez).

Le capitalisme apparaît donc comme organisé, organisable, et par conséquent organisable dans un sens différent, si l'on s'approprie la gestion. Paul Boccara n'hésita pas à faire une comparaison du capitalisme avec la vie :

« La théorie de la suraccumulation – dévalorisation du capital permet d'analyser la régulation spontanée, opérant à la façon de celle d'un organisme naturel, biologique, du capitalisme. »

Voici un autre exemple de parallèle « biologique », dans *Études sur le capitalisme monopoliste d'État. Sa crise et son issue*, en 1974 :

« La théorie de la suraccumulation / dévalorisation du capital permet d'analyser la régulation spontanée, opérant à la façon de celle d'un organisme naturel, biologique, du capitalisme.

Elle montre comment sur la base des rapports de production, de circulation, de répartition et de consommation capitaliste, c'est-à-dire de la structure économique de la société capitaliste, s'effectue cette régulation.

La régulation concerne l'incitation au progrès des forces productives matérielles (et de la productivité du travail), ainsi que la lutte contre les obstacles à ce progrès. Elle concerne aussi le rétablissement de la cohérence normale du système, après le développement des discordances et le dérèglement formel que ce progrès engendre nécessairement.

Ce rétablissement s'effectue à travers les transformations qu'elles provoquent, y compris les transformations structurelles de l'organisme économique allant jusqu'à mettre en cause l'existence du capitalisme lui-même. »

La politique a ici disparu, c'est la « gestion » qui compte. Le boccarisme, c'est gestion contre gestion.

Le levier de la gestion contre la suraccumulation

Toutes les mesures prônées par Paul Boccara placent l'aristocratie ouvrière au centre du jeu. Il va y avoir ici une production très grande d'idées, de concepts, appelant à activer cette couche sociale, à lui laisser le champ libre, à lui accorder la plus grande place, etc.

Voici comment en 1971, dans *Les « ressources » permettent les « dépenses »*, qui critique un article du Monde, cette vision du monde est présentée :

« L'article passe même complètement sous silence le point de départ du programme : la considération de la crise du Capitalisme Monopoliste d'État marquée par le gaspillage des ressources et l'incapacité de répondre aux besoins des masses.

Il ignore ce que nous disons des exigences nouvelles du progrès technique : la nécessité d'en finir avec le Capitalisme Monopoliste d'État pour permettre à la révolution scientifique et technique de se développer.

Il ignore ce que nous disons de l'excès d'accumulation des capitaux et notamment de la preuve évidente de la suraccumulation dans les énormes capitaux flottants employés à la spéculation monétaire. »

Le capital financier est ici le seul ennemi, car il correspond selon la théorie de la suraccumulation – dévalorisation à une surproduction de capital. Il faut donc le bloquer ; si on le laisse faire il va tendre à former une économie basée uniquement sur la finance (ce qui est une hypothèse absurde).

Pour le contrer, il faut faire en sorte que l'entreprise capitaliste assume de nouveaux critères, dans un sens industriel, et non plus dans un sens financier. Paul Boccara oppose l'industrie qui serait une production réelle à la finance qui serait une production virtuelle.

Il faudrait selon lui que dans les comptes de l'entreprise, dans la gestion, la production soit privilégiée à la finance, donc que les investissements soient « productifs » dans le pays et non spéculatifs dans d'autres pays, que les salaires soient privilégiées aux actionnaires.

On a ici non seulement une revendication finalement classique d'une meilleure répartition des bénéfices pour le travail et non le capital, mais une prétention à ce que cela aille avec une mise en valeur de l'entreprise elle-même.

L'entreprise marcherait bien mieux si elle échappait à la pression de la suraccumulation. Voici comment, en 1982, Paul Boccara explique cela dans *De nouveaux critères pour l'intervention des travailleurs dans la gestion* :

« Nous opposons à ce critère du rapport profit sur capital avancé en monnaie, le critère de base nouveau exprimé par le rapport : valeur ajoutée sur capital matériel (et financier) avancées.

La valeur ajoutée de la comptabilité, c'est toute la production de l'entreprise, vendue ou vendable (exprimée par son prix)... moins ce qu'on appelle les consommations intermédiaires, c'est-à-dire les dépenses de matières premières, de semi-produits, d'énergie, etc, consommées pour cette production.

Pour obtenir la valeur ajoutée nette, il faut aussi déduire les amortissements justifiés correspondant à la consommation et donc à l'usure du capital fixe (machines et bâtiments).

La valeur ajoutée, c'est donc la richesse nouvelle produite mesurée par les prix, au-delà des richesses matérielles consommées et intégrées dans la production.

Cette valeur ajoutée ne donne pas seulement les profits nets que l'entreprise tire de la production.

Mais aussi elle donne les salaires et encore les prélèvements sociaux : les impôts et les cotisations sociales tirées de cette valeur ajoutée.

En conséquence, si l'on propose d'augmenter toute la valeur ajoutée de la production, et non plus les profits monétaires, cela favorise l'augmentation des salaires (par l'emploi et la qualification) et celle des prélèvements sociaux au lieu de s'opposer à elles. »

Ainsi, si les bénéficiaires allaient dans les investissements productifs et dans les salaires, dans les formations, les entreprises seraient plus fortes.

C'est pourquoi il faudrait faire face au mauvais capitalisme, qui entend échapper au monde réel de la production pour se cantonner dans le monde abstrait de la finance, avec la spéculation sur les monnaies, les titres à la bourse, les terrains, les stocks, les achats-reventes d'entreprises, les exportations de capitaux.

La production nationale

Paul Boccara n'a cessé de mettre en avant, et le PCF avec lui, que seule la classe ouvrière peut sauver l'existence d'une production industrielle. Si ce n'était pas effectué, le capital financier engloutirait tout (ce qui est naturellement une abstraction théorique complète, niant l'existence du profit, de la production pour le profit, etc.).

C'est cela qui explique – même si cette théorie ne vise en fait en réalité qu'à justifier le social-chauvinisme de l'aristocratie ouvrière – le discours nationaliste du PCF sur la production nationale.

L'utilisation systématique des couleurs tricolores, les références à la nation, au pays, etc., tout cela relève de cette idéologie où la production industrielle nationale ferait face à la prédation d'un capitalisme financier issu de la surproduction absolue de capital.

*Le PCF et la CGT seraient les seuls gestionnaires potentiellement à la hauteur ; voici ce que Paul Boccara dit en 1982, dans la revue *Économie et Politique*, dans l'article *Luttes pour la production nationale et utilisation de critères nouveaux* :*

« Les luttes de la classe ouvrière et de toutes les catégories de travailleurs pour développer la production nationale et l'emploi en quantité et en qualité sont à l'ordre du jour.

Afin d'engager ces luttes de façon efficace avec des résultats tangibles et durables l'utilisation de nouveaux critères de gestion devrait permettre de s'attaquer graduellement, de façon constructive et cohérente aux pratiques profondément enracinées qui ont conduit aux déficits extérieurs records actuels et qui persistent en faisant obstacle à un nouveau type de croissance. »

Les économistes du PCF organisèrent donc de très nombreux débats, avec des socialistes mais aussi des patrons, pour débattre, discuter des améliorations possibles, proposer des solutions, etc.

En janvier 1974 fut par exemple organisé par les *Éditions sociales*, liées au PCF, un débat à la Mutualité, à Paris, à l'occasion de la sortie de l'ouvrage de Paul Boccara intitulé *Études sur le capitalisme monopoliste d'État, sa crise et son issue*.

Furent présents, en plus de l'auteur et outre un public de mille personnes, le rédacteur en chef adjoint du Figaro Michel Bassi, l'éditorialiste d'Europe 1 Jean-François Kahn, ainsi que Roger Priouet, éditorialiste à L'Express et chroniqueur à RTL ; présidèrent deux membres du Comité Central du PCF, Lucie Sève à la tête des *Éditions sociales*, et Jean Fabre, directeur politique de la revue *Économie et Politique*.

Autre exemple : en décembre 1982, le PCF organisa un colloque au sujet des nouveaux « critères » de gestion, invitant des dirigeants d'entreprises et de banques, des responsables socialistes dont celui de la commission économique du Parti socialiste, Dominique Strauss-Kahn.

Les années 1980 furent en fait l'apogée d'une telle orientation. *Économie et Politique*, une revue très technique, très spécialisée, formant les cadres boccaristes (en plus des formations internes au PCF), avait 3 000 abonnés en 1975, 6 000 en 1985, 10 000 en 1990. Le PCF et la CGT sont indissociables du capitalisme industriel des années 1980.

Voici un exemple de la prose de Paul Boccara d'alors à ce sujet, dans *Économie et Politique* en 1982 :

« Je voudrais soumettre au débat les propositions nouvelles des économistes communistes concernant de nouveaux critères de gestion des entreprises publiques et aussi des entreprises privées pour contribuer à sortir de la crise (...).

Dans la situation politique actuelle en France, l'exigence de nouveaux critères de gestion grandit tout particulièrement.

En effet, les contradictions s'aiguisent entre, d'une part, les intentions et les efforts d'intervention publique nouvelle en faveur de l'emploi, du pouvoir d'achat, des consommations sociales et de la démocratie économique et, d'autre part, la domination des critères de rentabilité financière aux plans national et international sur la gestion des entreprises privées et publiques, et, par elles, sur l'économie et la société globales (...).

La recherche de l'élévation du profit favorise une substitution trop coûteuse des moyens matériels aux travailleurs salariés et le gâchis des moyens matériels.

Les moyens matériels peuvent d'ailleurs constituer la base de fortunes privées.

En outre, la crise de productivité et de débouchés pousse à une accumulation financière croissante au détriment de la production et à la recherche des profits de plus en plus financiers.

Inversement les économies en capital permettent d'augmenter la portion de valeur ajoutée disponible pour les salaires et les prélèvements sociaux ou Valeur Ajoutée disponible pour les travailleurs et la société. »

Il y aurait donc d'un côté le capitalisme financier, de l'autre l'emploi et la production nationale. La bataille pour l'emploi et la production nationale serait donc, en soi, une confrontation directe avec la forme la plus agressive de capitalisme, et donc avec le capitalisme lui-même.

Ce qui est du simple réformisme se voit aussi auréolé du statut de quasi transition au socialisme !

Les nationalisations

Les nouveaux critères ne sont qu'un aspect de la lutte pour la défense des intérêts de l'aristocratie ouvrière. Afin de peser de manière plus forte dans la bataille, Paul Boccara théorisa également la nécessité des nationalisations et de la formation d'un secteur bancaire public.

Cela était bien entendu présenté comme un moyen d'avancer vers le socialisme. Toutefois, très concrètement, cela allait dans le sens du renforcement de l'aristocratie ouvrière, car qui pouvait prendre en main ces nationalisations si ce n'est justement le PCF et la CGT ?

La preuve de cela, s'il en était besoin, c'est que les nationalisations n'étaient nullement considérées comme séparées des entreprises du privé. Les nationalisations étaient considérées comme devant aller dans le sens d'une amélioration du secteur privé, justement en lien avec cette question des nouveaux critères.

Voici comment la chose est présentée en 1982, dans l'article *De nouveaux critères pour l'intervention des travailleurs dans la gestion* :

« Des relations nouvelles secteur public – secteur privé peuvent favoriser non pas le pillage du secteur public, ou encore un comportement de type privé des entreprises nationalisées, mais des socialisations et des décloisonnements hardis, permettant des économies d'échelle et des plans audacieux d'innovations concertées.

Cela peut concerner notamment les centres de recherche, la formation des travailleurs, la conjonction des plans de développement des équipements, des produits des marchés.

Ces concertations peuvent s'appuyer sur les contrats passés par les entreprises nationalisées et privées, entre elles, et aussi avec les collectivités publiques et le plan démocratique à l'échelle nationale ou à l'échelle régionale dans le cadre d'une véritable décentralisation, comme en vue de nouvelles relations et coopérations internationales. »

Ce qu'on voit ici dans l'optique de Paul Boccara, c'est qu'il n'y a pas de conflit entre le capitalisme et les nationalisations, mais entre d'un côté les entreprises et les nationalisations, de l'autre le capital financier !

La perspective du PCF et de Paul Boccara, pour ne pas dire leur obsession tout au long des années 1980, est la production pour la production, considérée comme en soi dépassant le capitalisme !

D'où le fait d'accuser les entreprises de gaspiller leur propre capital, de sous-utiliser leurs équipements, de ne pas réaliser des productions de qualité, de ne pas être à la hauteur sur le plan de la recherche et du développement, de ne pas améliorer les qualifications de ses employés, etc.

Et cela est vrai également pour les entreprises nationalisées. Puisqu'il s'agissait en fait de renforcer l'aristocratie ouvrière, il était nécessaire pour Paul Boccara de toujours prôner une meilleure gestion.

Un exemple de cela fut l'ouvrage *Intervenir dans les gestions avec de nouveaux critères*, publié en 1985, avec comme contenu des analyses critiques des directions de Renault, CIT Alcatel, Normed, etc.

Cela donne par exemple le point de vue suivant :

« La direction néglige le fait que le coût énorme de « non-qualité » qu'elle a pu chiffrer à 6 % du chiffre d'affaires en 1984 (retouches, dépenses de garanties, non-fidélité et baisse des parts de marché, etc) est précisément en bonne partie lié à la recherche prioritaire du rendement véhicule homme.

En outre, les gâchis de coûts et d'investissements fixes matériels sont aussi liés, e partie, à un accent insuffisamment mis sur la meilleure utilisation des matériels, et les économies du temps de non-utilisation des machines.

Cela se relie, entre autres, aux types d'analyse et de calcul de productivité par établissement et atelier, ramenant tous les coûts au coût de l'heure-travail (salaires horaires majorés des coûts de consommations intermédiaires et de coûts fixes).

Ces gâchis semblent liés tout particulièrement aux répercussions des réductions des effectifs et des insuffisances de dépenses de formation, à l'opposé, notamment, des exigences de la maintenance des matériels nouveaux.

D'où l'importance de la sous-utilisation des équipements.

Enfin et surtout, il faut souligner que les gâchis financiers liés à la politique d'exportation des capitaux aux États-Unis sont toujours systématiquement niés et aggravés. »

La production serait forcément, en soi, mieux géré par le PCF ; on ne trouve aucun questionnement de la forme de la production, de sa nature, de son sens, de son but, de son rapport à la classe ouvrière, de la propriété des moyens de productions, du pouvoir, de l'orientation générale de la société, etc.

Le progrès technique

Dans la revue *Issues*, en 1984, Paul Boccara publia un long article, *Nouvelles élaborations sur des critères de gestion pour une issue à la crise*. En voici un extrait important, présentant à la fois la démagogie « productiviste » de Paul Boccara, et montrant bien également comment est sous-jacent une conception prenant en compte la technologie, les débuts de l'informatisation.

Considérant le capitalisme comme bloqué, Paul Boccara considérait en conséquence que tout progrès technique allait forcément dans le bon sens, car pour être vraiment réalisé il exigeait une soi-disant modernisation démocratique, impliquant les ouvriers, avec de nouveaux critères, etc.

Le passage suivant est flagrant. On y voit tout à fait des propositions pour aider le capitalisme ! Pourtant Paul Boccara présente cela comme une perspective révolutionnaire, car le capitalisme aurait fait son temps et ne pourrait plus rien assumer !

« Si nous avons pu parler de début de révolution « informationnelle » en la distinguant de la révolution « industrielle » - c'est pour mettre en avant en liaison avec le remplacement matériel des fonctions du cerveau et avec l'informatique, l'importance grandissante et cruciale de toutes les fonctions d'information, y compris au niveau des matériels, et notamment du travail intellectuel, de service, et plus largement d'information spécifique des hommes eux-mêmes (...).

Ces transformations technologiques exigeraient et rendraient possibles, mais pas du tout automatique, le renversement de l'intervention capitaliste du subjectif et de l'objectif : les hommes traités comme des choses et dominés activement par les moyens matériels représentés par leurs monopoles.

Par exemple, le contrôle central peut être poussé vers son maximum avec une déconcentration favorisant une centralisation plus efficace car non encombrée, à l'opposé d'une décentralisation développant l'autonomie effective des unités de production.

Mais cela pourrait faire progresser de la sorte à la fois, les déséconomies ou gâchis anti-économiques du monopole à grande échelle et de l'uniformité extrême des impulsions fondamentales des décisions, et, et en même temps, les techniques matérielles et humaines d'un processus véritable de décentralisation.

Ce dernier pourrait commencer à développer les adaptations créatrices de collectifs de travail autonomes sans les déséconomies d'échelle de l'isolement.

Il ne s'agit pas d'élever une critique négative et une protestation générale contre la domination du capital.

Il s'agit de mettre en cause de façon concrète la domination des règles et critères de gestion capitalistes par des propositions constructives opérationnelles de portée révolutionnaire.

Ces propositions peuvent viser à faire le lien entre les divers points d'appuis concrets, offerts par le développement nouveau des contradictions sociales en liaison avec l'essor des nouvelles technologies, et une régulation d'ensemble radicalement nouvelle et viable.

Ainsi on pourrait construire dans la réalité phénoménale, à partir des luttes des différentes catégories de travailleurs pour la maîtrise de leur travail, des rapports d'intervention dans la gestion, tendant à court-circuiter leurs exploités et dominateurs communs.

Un des enjeux centraux de cette lutte consiste dans la suppression graduelle des barrières dans le travail et dans la formation entre les différentes catégories de travailleurs (...).

Des ressources financières sont sans cesse retirées de la production pour accroître le potentiel de domination financière en achetant des devises, des titres privés et des titres publics (actions, obligations, etc).

Ces ressources financières sont prélevées notamment pour acheter des entreprises existantes à l'opposé de dépenses de création et de productions nouvelles.

Au contraire, de nouveaux critères de gestion peuvent favoriser l'économie des moyens financiers et matériels ainsi que les débouchés d'une croissance de la production nouvelle, favorable aux dépenses pour les hommes.

Ils peuvent ainsi pousser à des coopérations entre les entreprises, économes en moyens financiers, et à des adaptations techniques en croissance des équipements existants et des effectifs employés (remise en formation etc) à l'opposé des casses matérielles et humaines.

Ces nouvelles coopérations au plan régional, national, international, permettraient d'économiser sur le financement des dépenses de contrôle visant le rachat partiel ou intégral d'entreprises avec rachat de parts de marché accompagné d'une certaine casse des moyens matériels et humains.

Mais elles autoriseraient aussi les économies d'échelle des dépenses de recherche et de formation en commun, tout en favorisant l'autonomie créatrice des unités de production et les débouchés réciproques pour une croissance plus importante et nouvelle de production.

On chercherait graduellement à faire que les hommes dans la mesure où ils travaillent soient ou employés ou en formation, à l'échelle des entreprises, des régions, de la société avec une sorte de protection sociale de la formation et de l'emploi. »

La conférence internationale de Choisy-le-Roi

Les implications politiques de la conception de Paul Boccara étaient très importantes. Aussi, sa mise en place rentre-t-elle toujours dans contexte, un cadre, toujours très encadré.

Un moment-clef de l'affirmation du dispositif idéologique boccariste fut la conférence internationale sur le capitalisme monopoliste d'État de Choisy-le-Roi, qui se tint du 26 au 29 mai 1966.

Paul Boccara intervint au début de celle-ci, témoignant de sa propre importance dans la mise en avant du concept, avec donc la reconnaissance ouverte de l'URSS. L'intervention qu'il fit est liée à cela, puisqu'il s'agit d'un petit rapport mettant en lien la question du capitalisme monopoliste d'État avec celle du programme politique.

C'est qu'il faut bien voir à l'arrière-plan qu'on a ici du vargisme. L'URSS apprécie le vargisme, et ses variantes comme le boccarisme, à partir du moment où cela satisfait ses exigences en tant que puissance social-impérialiste.

Paul Boccara dut donc dès le départ montrer patte blanche et montrer en quoi il y avait convergence entre les analyses du capitalisme monopoliste d'État et un programme politique en adéquation avec les intérêts soviétiques.

Il fit donc référence à Eugen Varga, montrant que c'est chez lui que le concept de « capitalisme monopoliste d'Etat » a été mis en place, et cela dès les années 1930. Il ne pouvait pas faire autrement que de le préciser, les participants sachant bien cela.

Il ne reparlera plus cependant d'Eugen Varga, à part de manière extrêmement anecdotique, comme dans son article *Aperçu sur la question du capitalisme monopoliste d'État*, dans la revue *Économie et politique* (janvier-mai 1966), où il était dit qu'Eugen Varga n'avait pas examiné assez profondément les possibilités d'une utilisation « démocratique » du processus propre au capitalisme monopoliste d'État pour la « victoire » de la classe ouvrière.

Lors de la conférence, la mention d'Eugen Varga suivait bien entendu une référence à Lénine, présenté comme celui qui aurait vu le même processus, au moyen d'une déformation de son propos dans par ailleurs seulement deux citations.

Paul Boccara dénonça ensuite Staline, comme de rigueur, pour affirmer dans la foulée qu'il n'y avait actuellement pas encore de théorie marxiste du capitalisme monopoliste d'État. Il dit ainsi :

« Peut-on dire qu'il y ait actuellement une théorie marxiste admise du capitalisme monopoliste d'État ? Non.

Si certaines formules sont généralement admises, elles ne constituent pas une théorie, mais des délimitations de la question, des premières tentatives de généralisation de phénomènes connus, qui n'expliquent pas rigoureusement leur nécessité, qui ne fournissent pas les lois nécessaires de leur apparition et de leur développement, de leurs mouvements divers.

Il serait grave de se méprendre sur la portée de ces formules dont la grande utilité est incontestable mais provisoire et relative. Cette utilité ne saurait masquer la nécessité impérieuse de l'élaboration d'une théorie scientifique du capitalisme monopoliste d'État. »

C'était là parfaitement en phase avec les besoins de l'URSS : pas de dogmatisme et donc une grande marge de manœuvre pour l'opportunisme, et des partis à l'extérieur de l'URSS comme appendices jouant en sa faveur.

Paul Boccara s'empressa par ailleurs d'ajouter qu'il existait trois définitions valables du capitalisme monopoliste d'État.

Il mentionna comme sources de celle-ci le manuel [soviétique] d'économie politique de 1955 (soit après la liquidation des positions de Staline), la *Nouvelle revue internationale* [des « partis communistes et ouvriers » inféodés à l'URSS] d'octobre 1958 (soit une fois que les positions de Staline furent liquidées à l'international), ainsi que la « conférence des 81 Partis communistes et ouvriers » de 1960 (soit après la rupture sino-soviétique et donc une fois l'anti-révisionnisme rejeté).

De manière subtile, Paul Boccara en profita pour préciser qu'il ne fallait pas parler de fusion de l'appareil d'État et des monopoles, car cela serait « anti-dialectique », les deux pôles continuant à exister. C'est que Paul Boccara avait une tâche : justifier la possibilité de la conquête institutionnelle du pouvoir. Une fusion – conception non marxiste par ailleurs – obligerait à détruire l'État.

Or, on a ici une convergence entre l'aristocratie ouvrière, organisée dans le PCF et la CGT, et l'URSS. Les deux veulent peser sur l'État français ; leurs intérêts convergeaient ouvertement. Et pour bien asseoir cette alliance d'intérêts, Paul Boccara alla même plus loin : il affirma que Lénine n'avait pas donné une définition parfaitement claire de l'impérialisme. C'était là ouvertement du révisionnisme, mais cela ne posa aucun problème.

Il est à noter par ailleurs que du côté des forces anti-révisionnistes françaises, cet aspect ne fut pas analysé non plus, ou dénoncé. Il ne fut sans doute tout simplement pas vu.

« Antidogmatique »

Tout au long de sa vie, et de manière encore plus accentuée après 1989, Paul Boccara souligna qu'il ne fallait pas être dogmatique, que le marxisme demandait des analyses toujours nouvelles, car rien ne serait fixé sur le plan des concepts, etc.

Cette thématique fut régulièrement mise en avant, au détour des analyses, dans une vraie optique d'éducation « anti-stalinienne », évidemment.

En janvier 1966, Paul Boccara prononça par exemple deux conférences dans le cadre de « l'Université nouvelle », au sujet de l'ouvrage de Karl Marx *Le capital*. Après avoir présenté la situation historique et les conceptions de Karl Marx sous un certain angle, Paul Boccara en arriva alors au point où il affirma :

« Certains peuvent penser que ces précisions érudites n'ont pas une grande importance pour avoir une juste idée d'ensemble du Capital.

Mais songez que longtemps, sous l'influence du dogmatisme [c'est-à-dire le marxisme-léninisme défini par Staline], on a tendu à croire que « Le Capital » contenait toute la théorie du capitalisme, au moins pour l'époque de Marx.

Alors qu'au contraire Marx, en décidant d'écrire « Le Capital », veut élaborer une œuvre volontairement relative et à dépasser.

Cependant n'exagérons pas, ce « Capital en général », qui contient déjà la quintessence de la théorie du capitalisme, va voir son contenu enrichi avant devenir l'ouvrage que nous connaissons avec des emprunts importants faits aux autres parties sans doute et notamment aux livres 2 et 3 de la « Contribution » prévus sur la propriété foncière et sur le travail salarié (...).

Le « Capital » est doublement daté et limité, en tant qu'ouvrage d'une époque historique bornée par la vie de Marx, daté et limité en tant que moment d'une recherche interrompue par la mort de Marx.

Certes, toute œuvre est datée et relative.

Mais le caractère profondément scientifique du « Capital » résulte du fait qu'il se sait et se veut daté, limité, relatif (...).

Il faut souligner ce caractère antidogmatique du « Capital » qui se veut un moment de la recherche et non une somme définitive, comme on l'a cru parfois.

Loin de barrer la route à la recherche ultérieure, il appelle explicitement à le dépasser. »

Le propos est démagogique et sous couvert de science ne vise qu'une seule chose : nier que Karl Marx aurait affirmé des lois – chez Paul Boccara, Karl Marx n'est qu'un indicateur de tendances.

On a avec cette approche un style véritablement révisionniste – même si Paul Boccara n'a jamais connu que le révisionnisme, n'ayant même pas lui-même à modifier ses propres considérations.

Sa carrière commença directement avec cette approche « antidogmatique », avec ce bricolage intellectuel sur différentes thèses de Karl Marx, masquées au départ derrière de multiples résumés théoriques ou historiques de certains points marxistes.

Voici ce qu'il dit en 1961, dans *Quelques hypothèses sur le développement du « Capital »* :

« On est frappé par les ressemblances de forme évidentes entre le stade manufacturier et le stade monopoliste suprême du capitalisme.

Concurrence niée et modifiée par les monopoles, importance décisive du commerce extérieur et colonial, du rôle économique de l'État (législation ouvrière, politique douanière, finances).

Évidemment, ce sont des ressemblances formelles abstraites qui recouvrent des réalités extrêmement différentes.

Mais n'y a-t-il pas quelque chose de plus profond derrière ces analogies, et indépendamment de la nécessité générale d'utiliser l'État, étant donné l'antagonisme entre le mode de production et les conditions générales dans lesquelles il fonctionne, à une époque de transition? »

Ce rapport d'analogie – l'analogie étant par définition opposé à l'esprit de synthèse comme approche des phénomènes – en dit long sur l'éclectisme de Paul Boccara, qui n'en expliquait pas moins en long et en large au début de sa carrière qu'il fallait le matérialisme dialectique, etc.

Le passage suivant, du même document de 1961, témoigne pourtant clairement de son refus du déterminisme, du matérialisme dialectique dans sa substance :

« Le lien indispensable entre nécessité sociale et liberté historique fait que cette nécessité exclut le fatalisme.

Non seulement l'action des hommes permet à la nécessité de changer de forme, mais

surtout la complexité du déterminisme historique permet véritablement aux hommes de faire leur histoire.

De même, plus l'intelligence de la nécessité progresse et plus croît la possibilité de liberté réelle.

Ainsi le passage nécessaire d'un mode de production à un autre n'est pas fatal.

La classe déclinante, profitant de conditions favorables, peut, au prix de grandes souffrances pour les masses et de tentatives de régression, prolonger son agonie et faire pourrir le plus longtemps possible le mode où elle domine.

Mais aussi le passage, devenu inéluctable, peut ne pas se faire, car les sociétés sont mortelles et ainsi la Rome antique disparaît en tant que telle de la scène de l'histoire.

Il faudrait étudier la particularité des conditions concrètes (géographie, influence historique extérieure, etc.) qui rendent compte des réalités phénoménales, si différentes suivant les pays, exprimant le même mouvement économique essentiel et permettant une action subjective différente. »

Le catastrophisme

Le pseudo antidogmatisme n'était pas le seul vecteur des marges de manœuvre pour l'opportunisme ; le catastrophisme en fut un également. D'un côté, ce catastrophisme était le prolongement nécessaire de la conception de la crise selon Eugen Varga. Rien que là on voit bien que Paul Boccara est un vargiste.

De l'autre, ce catastrophisme permettait de justifier tout et n'importe quoi, cela donnait une impression d'actualité, ce qui était très important par rapport à la vague révolutionnaire d'alors dont la Chine populaire était le noyau dur.

Pendant cinquante ans, donc, Paul Boccara a expliqué que la « tendance » indiquait l'effondrement du capitalisme. Tout en utilisant moult précautions oratoires – tout comme Eugen Varga à partir du milieu des années 1920 – Paul Boccara expliquait de manière régulière que la crise était sans précédent, que c'était un tournant, le changement de régime était à portée de main, car les gens auraient pris conscience, etc.

Dans un article d'*Économie et Politique* en décembre 1969, au sujet de la crise du capitalisme monopoliste d'État et de son rapport avec les luttes des travailleurs, Paul Boccara parle ainsi d'un capitalisme ébranlé, de mécanismes devenus inopérants, etc.

Dans *L'Humanité* des 28 janvier et 4 février 1972, Paul Boccara publia un article en deux parties, *Suraccumulation et programme d'union populaire* ; il s'y présente comme très optimiste quant à l'effondrement du capitalisme :

« Depuis quelques temps on parle, à juste titre, de la crise de la société française.

Malgré sa base économique, cette crise de la société française capitaliste n'est pas une crise conjoncturelle de surproduction.

S'il y a désormais une tendance fondamentale et durable aux difficultés de l'activité économique, le mouvement des hauts et des bas de la conjoncture persiste.

En dépit de ces hauts et bas relatifs de l'activité économique, la crise continue pourtant à s'approfondir.

C'est le système même de l'intervention économique massive de l'État et de la mobilisation des moyens publics au bénéfice des monopoles capitalistes – le capitalisme monopoliste d'État – qui est atteint aujourd'hui dans ses fondements.

Dans les conditions présentes, la crise du capitalisme monopoliste d'État se révèle à l'échelle internationale avec le dérèglement du système monétaire capitalistes.

Elle se révèle aussi avec la tendance générale, depuis 1967-1969, à une croissance plus ou moins ralentie de la production accompagnée d'un chômage nettement plus important et plus durables.

Elle se manifeste encore par la montée des luttes sociales dans tout le monde capitaliste.

Cette crise de structure atteint tout spécialement notre pays.

Elle se manifeste dans tous les domaines de la vie sociale : économique, politique, idéologique, etc. »

Paul Boccara maintiendra ce genre de posture pendant les années 1980, comme par exemple en 1988, dans *Vers une nouvelle phase de la crise*, où il dit :

« L'ébranlement marqué par le krach boursier de l'automne 1987 n'est pas terminé.

Au-delà de la turbulence consécutive des changes entre les monnaies, il va conduire à une nouvelle récession de la croissance, probablement vers la fin de 1988 ou bien en 1989.

Mais déjà la question se pose, par-delà même cette nouvelle aggravation conjoncturelle de la situation économique, de l'entrée dans une nouvelle phase de la crise de structure qui s'annoncerait dès aujourd'hui. »

Il ne s'interrompt jamais dans sa démarche, et personne au PCF ne lui en fit la critique. En 1993, dans *Emploi efficace et mixité « marché / partage » pour une tout autre politique économique*, il expliqua que :

« Les élections législatives de mars 1993 pourraient favoriser les débuts d'un débat crucial sur une nouvelle politique économique.

Elles surviennent, en effet, dans la conjoncture de récession mondiale allongée de la fin de 1989 à 1993, marquant le passage à une nouvelle étape de la longue phase de difficultés de la crise systémique en cours. »

En 1994, il affirma que :

« La situation exige de façon urgente une grande initiative comme celle que nous avons prise [la proposition d'un pacte unitaire à toute la gauche, aux associations, etc.].

Il y a une maturation de la crise, des difficultés mais aussi de la prise de conscience de la nocivité des politiques menées, qui constitue un appel, une demande considérablement. »

En 1997, on lit dans l'article *Au cœur des défis de notre mutation Des propositions immédiates et de dépassement révolutionnaire* :

« La crise systémique en cours à l'échelle mondiale, avec l'exaspération de la domination des marchés financiers et du chômage perdurable, est vraiment d'une profondeur sans précédent.

Elle commence à exiger des débuts de dépassement du capitalisme lui-même, dans une mixité institutionnelle radicale. »

En 1998, dans *Face à la crise mondiale de la domination des marchés financiers*, cela donne par exemple :

« Il ne s'agit pas d'une péripétie, ni même d'un simple krach, mais d'une crise financière mondiale, d'une gravité sans précédent, qui dure et s'amplifie depuis mai 1997.

Tout ne va pas s'effondrer brutalement, à un moment donné.

Mais on assiste, à l'échelle mondiale, à des ébranlements en série, des coups de boutoirs, ainsi qu'un renforcement considérable des facteurs et des difficultés du chômage, du ralentissement voire des reculs de croissance et des dépenses publiques, de l'exaspération des antagonismes entre États.

C'est très probablement la crise du système de domination exacerbée des marchés financiers qui a commencé, bien sûr par un processus qui peut durer longtemps avec certains hauts et bas (...).

Les ambivalences du branchage de la croissance sur la révolution informationnelle parasitée par la domination des capitaux financiers, vont dans le même sens d'alimentation des profits nouveaux pour la croissance financière, d'aggravation et de durée sans précédent du chômage massif et de la précarité, mais aussi de la possibilité du début de dépassement de la domination des capitaux avec des transformations plus

radicales. »

Ou bien encore, la même année dans *Contradictions et inefficience des premiers infléchissements* :

« Une fois les États-Unis puis, à un moindre degré, les pays de l'Union Européenne, sérieusement touchés et très inquiétés par la crise financière mondiale à la fin du mois de septembre, les dirigeants des États dominants et des institutions financières ont commencé à admettre sa gravité sans pareil. »

Voici ce que dit Paul Boccara en juillet 2000, dans l'article *Refondation de précarisation ou de sécurisation ?* :

« La bataille sociale et politique sur l'UNEDIC et l'Assurance- chômage avec le Medef, qui s'est engagée au printemps 2000, est de la plus haute importance.

Elle se situe à un moment crucial de la crise systémique et des défis de son issue. Il y a d'importantes créations d'emplois, avec la maturation des nouvelles technologies de la révolution informationnelle.

Et il y a aussi non seulement leur précarisation accrue et le maintien d'un chômage massif mais encore la précarité de cette croissance elle-même, poussée par les marchés financiers gonflés, tandis que le ralentissement aurait commencé aux Etats-Unis.

Ce double aspect : potentiel de croissance nouvelle, d'une part, son caractère refoulé et contrarié, y compris le risque de relance du chômage, d'autre part, peut donner beaucoup de hardiesse aux revendications des travailleurs et des populations. »

Ou bien encore, à la toute fin des années 2000, en soulignant l'importance des élections régionales, dans *Pour des avancées fondamentales sur les services publics et communs depuis le plan local et régional* :

« Face à la radicalité de la crise du capitalisme, nous avons besoin d'une expansion extraordinaire des services publics.

Or, leur défense et leur progression seraient possibles depuis le plan local et régional.

Et cela pourrait contribuer à une autre construction au plan national et au plan européen. Et même par là au mondial.

D'où la grande portée des élections régionales sur cette question cruciale des services publics, au carrefour de toutes les solutions à la crise systémique. »

La démocratie avancée et la satellisation pro-soviétique

Il est évident que ce catastrophisme, adossé à un appel à participer massivement aux institutions, combinait les intérêts de l'aristocratie ouvrière et du social-impérialisme soviétique.

Il saute aux yeux que le programme « frontiste » proposé par le PCF – tout le monde sauf une petite poignée taxée d’oligarchie financière – était ni plus ni moins qu’une proposition stratégique à une partie de la bourgeoisie française – celle ne convergeant pas avec les intérêts américains – de s’allier au social-impérialisme soviétique.

Ce plan était pourtant incohérent puisque le gaullisme, représentant la bourgeoisie la plus agressive, monopoliste, était justement en opposition aux États-Unis, à l’opposé de la bourgeoisie commerciale ou industrielle, qui appréciait tout à fait le plan d’unité économique européenne sous protection américaine.

Quoiqu’il en soit, le PCF se posait, avec la CGT, comme vecteur et garant d’une stabilité sociale en cas de retournement pro-soviétique, qui pourrait d’ailleurs passer par une certaine neutralité bienveillante au départ.

L’article de 1987, *Un krach dans la crise*, est clair pour qui a saisi cet arrière-plan :

« Dans l’immédiat et en France, on peut proposer de lutter directement contre la croissance financière et en faveur de la croissance de l’emploi efficace, d’un nouveau type de croissance de la production réelle.

Dans chaque entreprise, les travailleurs peuvent immédiatement exiger de réduire l’accumulation financière, en faisant des propositions d’augmentation de la production réelle et de l’emploi efficace avec de nouvelles coopérations.

Les taux d’intérêt doivent être relevées pour les opérations financières, mais abaissés pour la croissance de l’emploi efficace.

On doit aussi taxer les opérations financières et les exportations de capitaux, rétablir le contrôle des changes (...).

La France, pays capitaliste développé et moyen particulièrement menacé en Europe, peut sur cette base prendre l’initiative de rapprochement nouveaux avec les pays du Tiers-Monde et les pays socialistes en liaison avec d’autres relations de rééquilibrage pour la croissance réelle de tous dans la Communauté Européenne. »

L’idée est que la France a tout à perdre de la puissance américaine et de l’importance de l’économie allemande ; elle a inversement des intérêts dans le tiers-monde qu’elle doit préserver, sans en avoir véritablement les moyens.

Un soutien du social-impérialisme soviétique apparaîtrait alors comme idéal, surtout si les États-Unis venaient à connaître une crise économique importante.

Pour encadrer parfaitement cette proposition stratégique, le PCF publia un traité d’économie politique résumant toute cette conception.

Le « **Traité marxiste d'économie politique** »

La section économique du comité central du Parti Communiste français publia en 1971, en deux tomes de 450 pages, un *Traité marxiste d'économie politique - Le capitalisme monopoliste d'État*.

Il s'agit en fait d'un condensé des conceptions déjà élaborées à travers de nombreux articles dans la revue *Économie et politique*. L'ouvrage est censé être collectif et on trouve en introduction une longue liste de rédacteurs, avec une insistance sur leur rôle au sein des institutions françaises.

On a ainsi plusieurs professeurs agrégés et universitaires en tous genres dans les domaines économiques, mathématique ou sociologique. Sont également mis en avant la formation ou le rôle de certains au CNRS, à l'ENA ou encore à Polytechnique. Un inspecteur général et un ancien ingénieur d'État sont également cités comme rédacteurs.

C'est un moyen pour les auteurs de se présenter comme légitimes à gérer l'État, puisque le connaissant de l'intérieur. Pour cette raison, Paul Boccard fut symboliquement mis de côté du comité de rédaction final, même si en réalité il relut et corrigea la version finale de l'ouvrage.

Celui-ci est, de fait, entièrement vargiste-boccardiste. Le capitalisme y est présenté comme organisé, avec une production marquée par une forme de planification, sous la supervision de l'État. On lit ainsi, dans les premières pages :

« Il n'est pas question d'analyser ici, en détail, les divers aspects du capitalisme monopoliste d'État. Nous n'en présenterons, dans ce premier chapitre, que les traits spécifiques, ceux qui marquent fondamentalement l'originalité du capitalisme monopoliste d'État comme phase particulière et ultime de l'impérialisme.

Si le financement public en est la caractéristique essentielle, l'existence d'un secteur public diversifié, d'une planification d'État, l'organisation même de la production, manifeste l'emprise du capitalisme monopoliste d'État sur toute la vie économique de la société. »

Le « traité » fournit, clef en main, les principes techniques de la théorie du capitalisme monopoliste d'État, visant très clairement les économistes et les techniciens des organismes économiques. Son plan indique très bien l'idée qu'il y a derrière : montrer que pour le passage à une sorte de forme sociale pro-soviétique, il n'y aurait somme toute pas grand-chose à faire. Le découpage des parties et les chapitres font aboutir à cette vision des choses.

Le tome 1 regroupe cinq chapitres. Le premier est général et divisé en quatre parties :

- I Les développements contradictoires du capitalisme
- II Le financement public, caractéristique dominante du capitalisme monopoliste d'État
- III Les principales manifestations du capitalisme monopoliste d'État
- IV Le développement contemporain des antagonismes capitalistes

Le chapitre deux est consacré aux forces productives et aux rapports de production, divisé en quatre parties :

- I Rapports de productions et développement des forces productives
- II Le développement actuel de la science et de la technique
- III Forces productives et rapports de production dans le mouvement historique
- IV Perspectives. La démocratie avancée et le socialisme

Le chapitre trois est consacré aux classes sociales et se divisent là encore en quatre parties :

- I Classes et conscience de classe
- II Deux classes fondamentales : la classe ouvrière, la bourgeoisie
- III Croissance des couches intermédiaires salariées
- IV Polarisation des rapports sociaux

Le chapitre quatre est consacré à l'exploitation et se divise en six parties :

- I Les formes de l'exploitation dans le capitalisme monopoliste d'État
- II Marché de la force de travail et politique monopoliste de l'emploi
- III La pression des monopoles d'État sur les salaires
- IV Intensité et durée du travail
- V L'insatisfaction grandissante des besoins sous le capitalisme monopoliste d'État
- VI Contradictions de l'exploitation sous le capitalisme monopoliste d'État

Le cinquième est dernier chapitre est consacré à l'inflation et divisé en trois parties :

- I Expérience quotidienne de l'inflation
- II La monnaie et la production capitaliste
- III L'inflation

Le tome 2 propose les six chapitres suivant, avec d'abord celui consacré aux monopoles et capital financier, divisé en quatre parties :

- I Les monopoles industriels
- II Le capital financier
- III Les contradictions de l'accumulation monopolistes
- Conclusion

Le chapitre sept est consacré aux traits actuels du système impérialiste et divisé en cinq parties :

- I Le caractère transnational croissant de l'accumulation du capital
- II l'internationalisme monopoliste de la production
- III Néo-colonialisme et mouvement de libération nationale
- IV L'intégration impérialiste
- Conclusion

Le chapitre huit évoque l'État et le financement des monopoles, en six parties :

- I Caractéristiques générales du financement public dans le capitalisme monopoliste d'État
- II Drainage et affectation des fonds publics
- III Le budget de l'État
- IV La monnaie, le crédit et l'inflation
- V les « intermédiaires financiers »
- VI L'approfondissement par l'État des contradictions du mode de production capitaliste

Le chapitre neuf est intitulé *La planification du capitalisme monopoliste d'État*, et divisé en cinq parties :

- I La planification dans le capitalisme monopoliste d'État
- II Formes d'élaboration du plan et domaines de la politique économique
- III Technique de planification
- IV Evolution de la planification et de la politique du capital monopoliste en France
- V Planification monopoliste d'État : résumé des analyses précédentes

Enfin, le chapitre dix est consacré aux nationalisations et se divise en parties :

- I Nationalisations et capitalisme monopoliste d'État
- II Les nationalisations démocratiques, élément décisif du progrès économique et social
- III La gestion démocratique, facteur décisif du progrès économique et social
- IV Nationalisations démocratiques et socialisme

Une dernière partie, sorte de post-face, est intitulé *Démocratie et socialisme*.

C'est une conclusion logique, car après avoir montré que l'État était déjà fortement présent dans l'économie et jouant soi-disant un rôle pratiquement directeur, il n'y avait plus qu'à indiquer qu'il suffirait de faire en sorte que l'État s'oriente dans une autre perspective, tout en restant lui-même. C'est ni plus ni moins que le projet d'alliance de l'aristocratie ouvrière avec une partie de la bourgeoisie, pour contrebalancer les forces bourgeoises dominantes dans l'État.

Le principe de participation au gouvernement

Le PCF, avec son « traité », était en mesure de faire un projet de gouvernement, dans une perspective pro-soviétique ouverte. La comparaison avec le Parti Communiste italien est ici très utile.

Dès son huitième congrès les 27-29 septembre 1956, le Parti Communiste italien alla dans le sens d'une participation ouverte aux institutions et de soutien au régime. Cela allait provoquer une très profonde crise idéologique et un vaste mouvement anti-révisionniste en Italie.

Les Brigades Rouges sont nées dans la classe ouvrière notamment en réponse à cette tendance d'implication dans le régime ; l'enlèvement d'Aldo Moro, afin de frapper le « compromis historique » entre démocrates-chrétiens et le Parti Communiste italien, apparaît non pas tant comme un choix stratégique que le produit inévitable d'une certaine mise en perspective.

Une preuve de cela est que les Brigades Rouges, jusqu'à 1982 et leur choix d'une identité bien déterminée, ne cherchèrent nullement à concurrencer le Parti Communiste italien en termes d'organisation partidaria, de structure politique organisée, etc. C'était finalement davantage le basculement du Parti Communiste italien du « bon côté » qui était visé.

Le Parti Communiste français eut de son côté une perspective totalement différente. Il n'avait jamais assumé de ligne révolutionnaire, tout en maintenant une imagerie « dure » et un réformisme intransigeant ; c'est toute l'ambiguïté de la ligne de Maurice Thorez d'une sorte de « Parti syndicaliste ».

En Italie, donc, Palmiro Togliatti affirmait ouvertement qu'il était possible d'utiliser le parlement bourgeois pour réaliser socialisme, qu'un régime multi-partis était possible ; le Parti Communiste français, lui, disait uniquement qu'il était possible d'utiliser le parlement bourgeois pour arriver au point où il doit y avoir le grand changement pour instaurer le socialisme, pour « arracher » l'appareil d'État à la bourgeoisie, comme le formula son idéologue Roger Garaudy.

De très nombreux intellectuels du Parti Communiste français ou gravitant autour émergèrent par ailleurs entièrement sur le terrain de l'étude de l'État comme terrain « neutre » dont il faudrait saisir les particularités (Louis Althusser avec sa thèse des structures, Nikos Poulantzas avec son analyse de l'appareil d'Etat, avec alors en général une très grande attirance pour les thèses intellectuelo-culturelles d'Antonio Gramsci, etc.).

Le Parti Communiste français se posait alors comme un continuateur intransigeant de l'affirmation de la lutte de classes, opposé à la fois à Staline et au révisionnisme « italien ». Le Parti Communiste français s'alignant entièrement sur la ligne soviétique Varga – Khrouchtchev écrasa par ailleurs peu avant mai 1968 les nombreux partisans des thèses « italiennes » au sein de l'Union des Étudiants Communistes (l'autre fraction oppositionnelle, « pro-chinoise », consistant en ce qui allait par la suite donner l'UJCML, guidée par Robert Linhart).

L'alliance avec le Parti socialiste

Le principal partenaire potentiel du Parti Communiste français fut bien entendu le Parti socialiste. A cela s'ajoutent les républicains de gauche, c'est-à-dire le centre-gauche, les radicaux de gauche, etc. Dans les années 1970, le PS venait de se réunifier, sous l'égide de François Mitterrand ; il restait toutefois divisé en de multiples courants. Il n'y avait donc pas la force de frappe militante et organisationnelle du PCF, d'ailleurs encore plus fort électoralement.

Le PS va réussir à renverser la tendance, même si sur le plan militant, il y aura une forme de parité. Lorsque le PCF et le PS proposèrent un programme commun de gouvernement le 27 juin 1972, chacun espérait utiliser l'autre ; c'est en fin de compte le PS qui l'emportera.

Au sujet de ce programme commun, Paul Boccarda dit la chose suivante lors d'une intervention au XXe congrès du PCF, qui se tint à Saint-Ouen du 13 au 17 décembre 1972 ; intitulée *La nouvelle*

logique économique du programme commun nouvelles conditions de production et développement des hommes, il y est dit :

« Quel est le caractère fondamental du Programme commun ? C'est qu'il apporte, comme l'a montré dans le rapport du Comité central Georges Marchais, la solution à la crise du capitalisme monopoliste d'État.

Il s'agit de la solution, à la fois véritable et immédiatement possible, dans les conditions de la France (...).

On ne peut sortir de la crise par un replâtrage du système actuel, mais par les transformations démocratiques profondes, antimonopolistes, organisées par le Programme commun.

Cependant, cette solution à la crise du système rompant avec le capitalisme monopoliste d'État et immédiatement disponible, ne constitue pas encore le socialisme.

L'application du Programme commun ouvrira, disons-nous, la voie au socialisme, en instaurant une phase de transition vers un socialisme développé dans les conditions spécifiques de la France (...).

Issue des travaux du Parti sur la « régulation économique » démocratique, développée dès 1971 par notre Parti dans la bataille pour Changer de cap, l'idée de cette nouvelle logique économique est désormais revendiquée par le Programme commun.

Elle peut et doit devenir une arme puissante dans la bataille politique pour faire triompher le Programme commun et, demain, pour l'appliquer.

Si nous ouvrons le Programme commun, nous lisons à la page 139 : « Le gouvernement maintiendra les équilibres financiers en s'appuyant sur une nouvelle logique de croissance ». (...)

Les monopoles dominants des secteurs-clés de l'industrie étant nationalisés, l'économie nationale pourra connaître, dans ces secteurs décisifs, une restructuration et une gestion démocratiques dans le cadre du plan.

Cela permettra la suppression des gaspillages capitalistes les plus importants, de grandes économies de dimension, le progrès systématique de l'automation, de nouvelles conditions de travail et d'emploi.

Cela permettra une croissance importante de la production, avec une augmentation sensible de la part de valeur du produit qui, au lieu d'être accumulée, reviendra aux travailleurs, aux équipements et aux consommations collectives.

Le secteur privé important subsistant sera encadré par le secteur public nouveau industriel, bancaire et de consommation par les fournitures, les débouchés, les crédits.

Malgré le maintien d'une certaine accumulation et d'un certain profit privés, il devra respecter les orientations de la planification nationale et admettre notamment un

accroissement de la part de valeur du produit revenant aux travailleurs et aux consommations collectives. »

Le programme commun connut une actualisation en 1977, puis de nouveaux accords de gouvernement fut fait après 1981, alors qu'il y avait des ministres du PCF.

Cependant, il ne faudrait pas penser que les nationalisations consistaient une fin en soi pour le PCF ; celui-ci exigeait un processus d'implication des masses, justement parce que sa démarche était qu'il y ait un basculement pro-soviétique. C'est le sens du thème récurrent de l'autogestion.

L'autogestion pour la base de masse

La proposition stratégique du « traité » sur le capitalisme monopoliste d'État sous-tend que la bourgeoisie alliée à l'aristocratie ouvrière gagnerait beaucoup : il y aurait la paix sociale grâce au PCF et à la CGT, les autres fractions de la bourgeoisie seraient mises de côté, il y aurait l'alliance avec l'URSS, qui est militairement dans les années 1980 résolument prédominante, engloutissant son économie dans un complexe militaro-industriel hypertrophié.

Cela impliquait donc la capacité pour le PCF à montrer qu'il était capable de mobiliser les masses pour ce projet, qu'il avait un moyen tactique voire stratégique de stabiliser un éventuel un nouveau régime.

L'acquisition de cette base de masse est ce que Paul Boccara appelle « la voie autogestionnaire de la révolution en France ».

L'alliance avec le Parti socialiste pour l'arrivée au gouvernement et pour qu'il y ait des nationalisations n'était qu'un aspect de la question pour le PCF ; le second aspect était la mobilisation pour un basculement.

En clair, la France devait dans cette logique connaître une économie avec d'un côté une bourgeoisie industrielle, capitaliste, et de l'autre côté un secteur public Etat de type bureaucratique – corporatiste pro-soviétique.

En 1976, Paul Boccara résuma de la manière suivante ce programme lors d'un colloque sur l'inflation à Stockholm rassemblant les partis occidentaux liés à l'URSS, au nom de la délégation française, en conclusion de son exposé :

« Les mesures de politique immédiate, tout en étant proposées dans le cadre de la domination monopoliste d'État, doivent nécessairement déjà mettre en cause le gâchis des profits et de l'accumulation monopoliste ainsi que leur financement pour lutter contre les effets de la crise.

Dans les conditions de la France, le Programme commun de la gauche de transformation démocratique très profonde, par la nationalisation antimonopoliste et la démocratisation de l'État, doit permettre de commencer à sortir de la crise.

C'est la marche au socialisme comme progression sur toute la ligne de la démocratie, sur le terrain politique comme sur le terrain économique, qui permettra à la France de sortir

définitivement de la crise du capitalisme.

La gravité de la crise du système monétaire et de l'inflation accélérée actuelle, comme les efforts sans précédents de régulation autoritaire des revenus de tous les travailleurs, montrent avec les autres manifestations de la crise du système, que le changement de société constitue bien la perspective des luttes de classe et de masse démocratique dans notre pays. »

Il va de soi également que la capacité ou non de mobiliser était essentiel pour le processus de basculement. D'où la tentative, une fois au gouvernement, de pousser au maximum dans le sens d'une mobilisation pour un « basculement ».

Voici comment Paul Boccara, en 1982, alors que le PCF est au gouvernement depuis l'accession de François Mitterrand à la présidence l'année précédente, appelle au socialisme autogestionnaire, à aller dans le sens de ce basculement :

« Dans les conditions politiques actuelles, l'intervention des travailleurs dans la gestion des entreprises peut être d'une importance décisive.

En effet, les efforts du gouvernement de gauche et de la nouvelle majorité se heurtent aux gâchis des moyens et des hommes des gestions actuelles dominées par les critères capitalistes.

Si l'on ne menait pas une lutte suffisamment efficace contre ces gâchis, alors par exemple tous les efforts financiers du gouvernement, au nom de l'emploi, pourraient ressembler aux efforts des Danaïdes de la légende qui n'arrivaient jamais à remplir leur tonneau crevé.

Inversement, si l'on arrivait à développer une intervention des travailleurs commençant à changer, dans une mesure appréciable, les gestions des entreprises, dans les nationalisées en premier lieu mais aussi partiellement dans les autres, alors, à travers des luttes de classe d'un contenu nouveau, on pourrait commencer à sortir concrètement, ici et là puis dans tout le pays, du chômage et des autres maux de la crise.

En même temps, on commencerait à construire, au fond, à travers des luttes acharnées, économiques, politiques et idéologiques, le socialisme à la française, un socialisme autogestionnaire. »

L'élan économique ne satisfaisant pas François Mitterrand, qui ne voyait pas non plus de vraie mobilisation de la base populaire sous l'impulsion du PCF, les ministres communistes quittèrent finalement rapidement le gouvernement. L'échec était patent et le PCF était qui plus est devenu bien inférieur électoralement au PS.

La mixité économique

L'échec du PCF lors de la participation au gouvernement et l'effondrement du bloc de l'est en 1989 amena une adaptation théorique. Paul Boccara, toujours en place, quoi qu'il arrive, maintint la ligne générale mais en accentuant le trait de l'autogestion.

L'échec du bloc de l'est, ainsi que du gouvernement de 1981 malgré les nationalisations, tiendraient au caractère « étatiste » de la perspective tracée. Dans ce cadre, la référence à Lénine fut abandonnée.

Le secteur public se vit également attribuer désormais une valeur foncièrement positive. Si auparavant, l'État était analysé comme un serviteur des monopoles, désormais sa nature neutre est assumée. Le secteur public fut présenté comme pouvant avoir, indifféremment, une gestion profitable ou une gestion sociale.

C'est de là que vint la théorie de la mixité qui devrait s'installer dans l'économie, avec un large secteur public à vocation « sociale ». Ce serait une mixité « marché / partage ».

Évidemment, cela fut justifié par une prétendue nouvelle phase de la crise du capitalisme monopoliste d'État, une nouvelle « forme ».

En avril 1990, Paul Boccard explique dans une interview à *Économie et Politique* que :

« Le copilotage État / privé n'est plus le même aujourd'hui dans la crise que celui du CME classique.

L'enjeu est donc bien celui d'une nouvelle économie mixte. Mais laquelle ? (...)

La question d'une nouvelle économie mixte à prédominance publique et sociale pour aller de l'avant est posée très fortement (...).

Notre conception n'a rien à voir avec la tradition étatiste d'une unification.

Quel est aujourd'hui le rôle de l'État ? Il intervient pour favoriser le capital, mais aussi pour le corriger, y compris sous la pression des luttes, les effets de cette action.

Il joue donc des deux côtés.

Il faut casser cette conception où c'est toujours l'État qui décide l'essentiel dans le secteur public, soit pour soutenir le privé, soit pour « corriger ».

L'enjeu du changement révolutionnaire n'est pas dans la correction par un État plus démocratique et prétendument « égalisateur ».

L'intervention de l'État devrait pouvoir consister désormais davantage à lâcher des pouvoirs décentralisés et à aider à leur mise en œuvre. »

On est encore résolument dans le vargisme, mais le programme n'est plus une démocratie avancée, avec une certaine centralisation, mais une sorte de participation des masses à l'économie à partir des organismes « démocratiques » existants, ainsi que par un appui d'une banque publique ayant une « bonne » orientation.

On reste dans le principe suivant lequel il faut de nouveaux critères de gestion dans les entreprises, aux dépens de la dimension financière, des dividendes, mais cette fois il est parlé, comme ici en 1999, de :

« mixité conflictuelle, viable et évolutive avec la rentabilité des capitaux »

Voici comment cette perspective est résumée par Paul Boccara, en 1994 :

« Proposer une mixité tout à fait nouvelle, à prédominance publique et sociale, (avec prépondérance de critères d'efficacité sociale sur les critères de rentabilité capitaliste), cela veut dire

1) que le secteur public, industriel et du crédit, puisse inciter des entreprises privées à faire telle chose et non pas telle autre ce qui implique des incitations économiques fortes, et convergentes sur divers plans, liées à de nouveaux critères d'efficacité sociale des fonds, notamment au niveau de la fiscalité du crédit ;

2) et aussi que les travailleurs, les populations, les élus puissent intervenir à partir de critères de cohérence nouveaux, surtout les fonds de l'entreprise pour des choix concrets sociaux et efficace.

Il faut voir l'ampleur du changement, la créativité culturelle et politique nécessaire. Il faut tenir les deux bouts dans la durée et en ayant confiance dans notre peuple.

D'abord, il faut des changements de très grande ampleur, d'une très grande cohérence, systémique, c'est-à-dire qui change le système, même si c'est pour une mixité nouvelle.

C'est un autre système mixte. »

C'est somme toute la ligne du Parti socialiste des années 1980.

La coopération économique

Si l'on ne comprend pas le déplacement idéologique léger fait par Paul Boccara dans sa conception, on ne comprend pas pourquoi le PCF est parvenu à se maintenir durant les années 1990, 2000, 2010.

En maintenant les exigences sociales, ainsi que la logique de participation au gouvernement, mais en mettant surtout l'accent sur la participation aux institutions depuis les organismes existants, il a maintenu en place tout l'appareil du PCF.

Cette participation aux organismes institutionnels était auparavant présenté comme un moyen pour aller dans le sens de la démocratisation. Désormais, c'était considéré comme une fin en soi. Le PCF se considérait comme une démocratie en soi, comme porteur de la démocratie sociale.

Cette fiction maintenait la grande unité de la base, alors que l'appareil du PCF profitant de toutes façons de vastes corruptions, notamment au niveau municipal ou par l'intermédiaire des structures syndicales, avait tout intérêt à ce que rien ne bouge.

La CGT elle-même, largement impliqué dans les comités d'entreprise avec ses contre-projets, et avec des responsables largement corrompus socialement, avait les mêmes intérêts.

Paul Boccara put donc appeler à des choses absolument non communistes comme une « coopération et compétition coordonnée » entre les entreprises, ou bien demander à ce que les collectivités territoriales épaulent les demandes des petites entreprises auprès des banques. Cela ne choquait désormais plus personne.

L'ennemi était désormais seulement la finance – auparavant la lutte contre la finance était censée permettre le démarrage d'une lutte contre tout le capitalisme – et tout était permis du moment que la finance était présentée comme l'ennemi.

Voici comment Paul Boccara, dans *Les interventions dans les régions : un moyen de dépasser les contradictions de la politique du gouvernement de gauche sur l'emploi et la finance*, formule cette fiction idéologique anti « finance » :

« La question de la mobilisation du crédit, des banques et des institutions financières reste, pour l'essentiel, tabou, non seulement pour le gouvernement ou les médias, mais aussi pour le mouvement social, y compris les communistes.

Or dans la réalité, une mobilisation novatrice du crédit et des banques pourrait être cruciale (...).

On peut même dire que toute la crise systémique consiste dans le recul du crédit pour la production, qui était devenu trop inflationniste, en faveur de la croissance du marché financier et de la déflation relative du crédit pour la production – et encore plus pour l'emploi – sous la pression des capitaux à vocation multinationale.

Au contraire pour contribuer à un recul fondamental du marché financier et à la sortie de la crise, il faudrait un nouveau type de crédit peu inflationniste et relançant efficacement, de façon moderne, la production, l'emploi, la formation, la recherche, les coopérations. »

Le PCF est, à partir de 1989, ouvertement pour l'amélioration de l'économie capitaliste, formulé comme son encadrement pour échapper à la logique financière. La base ayant été éduquée dans le fait que seule la finance formait l'obstacle au progrès – et cette idée était déjà présente à l'époque de Maurice Thorez, avant même Paul Boccara - ne pouvait qu'accepter cela.

Pour tout de même disposer d'une sorte de projet, Paul Boccara dut inventer une nouvelle conception, celle d'un « communisme » qui consisterait en une logique de communautarisation sociale.

« Anthroponomie » et civilisation

Le concept d'anthroponomie est employé pour la première fois par Paul Boccara en 1969, mais c'est surtout après 1990 qu'il va l'utiliser en remplacement du programme communiste.

Ce terme apparaît à la suite du manifeste de Champigny, en décembre 1968, où le PCF souligne l'importance des formes para-étatiques pour mobiliser les masses. Il y a là une idée de « reconquête » de l'État, d'où d'ailleurs les références historiques toujours plus nombreuses du PCF à un 1789 fantasmé.

L'anthroponomie apparaît comme le pendant théorique et culturelle de cette pseudo conquête ; cela désigne chez Paul Boccara toutes les activités non économiques. La sphère de l'activité non économique devrait prendre toujours plus le dessus ; c'est ni plus ni moins qu'une sorte de théorie du temps libre, une version ultra édulcorée du communisme.

Il faut avoir en tête ici que chez Paul Boccara, il est possible d'intégrer dans une « planification démocratique » même le secteur capitaliste privé, et que plus il y a « démocratie », plus il y a de l'espace pour l'anthroponomie.

Et cette démarche réformiste est valable pour tout et n'importe quoi : la Communauté Européenne, l'ONU, le FMI, etc. Tout est récupérable... si on le gère différemment, si on le tourne mieux.

En 2010, Paul Boccara affirma par exemple ouvertement qu'il n'était nul besoin de s'opposer à l'euro, qui pourrait être un moyen « pour le financement du progrès social et de la coopération en Europe ». Il suffirait que soit formé un « fonds européen de développement social, écologique et solidaire », prêtant à taux zéro ou presque pour ce qui serait socialement utile.

Cette dimension « sociale », « écologique », « solidaire », etc., c'est cette « anthroponomie », une sorte de sphère regroupant tout ce qui relève de la « régénération humaine », formulation sans contenu autre qu'idéaliste qui est devenu au fur et à mesure le mot d'ordre général de Paul Boccara et du boccarisme.

Voici ce que cela donne, en 2010, dans *Pour des avancées des théories hétérodoxes ou critiques* :

« Il convient d'insister sur le fait que l'on ne peut réussir à maîtriser et à commencer à dépasser les marchés sans l'avancée de nouveaux pouvoirs et d'une nouvelle culture pour animer les nouvelles institutions.

Plus largement il s'agit, en liaison avec l'économie, de transformations au-delà d'elle dans tous les domaines anthroponomiques [concept de Paul Boccara, désignant « les aspects non économiques de la vie humaine »] de la société et de toute la civilisation.

En ce qui concerne une nouvelle gouvernance mondiale, on pourrait chercher à

construire des institutions de démocratie participative internationale, au-delà du Conseil économique et social de l'ONU actuel, et d'une expansion considérable des grandes agences de l'ONU.

Pour une nouvelle civilisation, il ne suffit pas de nouveaux pouvoirs, il faut que puisse se développer une autre culture et un nouvel humanisme.

Cela se rapporterait à des valeurs de partages jusqu'à chacun. Ce serait des partages des ressources, des pouvoirs, des informations et des rôles, tout particulièrement des rôles de création, pour une civilisation d'intercréativité. »

Paul Boccara ne parvint jamais à formuler autre chose qu'un charabia idéaliste au sujet de la civilisation et de la régénération humaine, et ce malgré un intense travail pour théoriser quelque chose. Voici ce qu'il disait déjà en 1986 :

« L'ensemble de mon travail sur les interventions des travailleurs dans les gestions se relie non seulement à mes recherches économiques antérieures mais à des recherches nouvelles, dans le cadre de mon projet dit anthroponomique de type transdisciplinaire, en coopération avec des sociologues, des spécialistes du psychisme, de la langue, etc.

Ainsi, au-delà des approches en cours liées aux recherches en gestion, sur les problèmes d'organisation, de pouvoir, ou encore de psychologie des groupes d'individus, je prétends introduire des concepts différents comme ceux des identités contradictoires et relationnelles de chaque travailleur, des crises d'identité de ces travailleurs. »

Il était évident que Paul Boccara ne pouvait parvenir à quelque chose, puisqu'il s'agit ici d'un révisionnisme résolu, cherchant à définir le communisme en des termes idéalistes, de le réduire au partage, la solidarité, etc.

Il parviendra cependant à former les cadres du PCF dans cette perspective.

L'importance dans le PCF

Paul Boccara ne dépassa pas le rang de cadre de prestige et d'analyste incontournable ; même s'il forma les cadres, il ne parvint jamais à la direction. C'est que finalement personne n'était dupe de son rôle de machine à écrire du PCF.

Ce que dit Pierre Laurent, en tant que dirigeant du PCF au moment de la mort de Paul Boccara, dans la seconde partie des années 2010, est très significatif. Fils d'un dirigeant du PCF, Pierre Laurent a en effet été formé par le boccarisme en tant que tel :

« Paul a marqué des générations de militants, et j'en fais partie. Nous planchions alors dans les écoles de formation du Parti tout à la fois sur Marx, sur Lénine et sur les analyses de Paul sur le capitalisme monopoliste d'État. »

Pierre Laurent le présenta également « théoricien, penseur » ; il salua ses travaux sur le capitalisme monopoliste d'État, la « théorie de la crise suraccumulation-dévalorisation du capital », les

« nouveaux critères de gestion d'efficacité sociale des entreprises, alternatifs à ceux de la rentabilité financière ».

Et il le présent a aussi comme décisif pour la stratégie du PCF du milieu des années 2010 :

« Il a été le créateur du projet de « sécurité d'emploi et/ou de formation » aujourd'hui porté par le PCF. »

Seulement, à lire cela, on voit mal pourquoi il ne serait pas devenu le dirigeant du PCF, puisqu'il a théorisé sa conception, formulé sa ligne politique, effectué ses analyses, etc. On voit bien qu'au-delà des salutations, il y a simplement la reconnaissance faite à un intellectuel.

Paul Boccara était de fait une figure incontournable du PCF, particulièrement présent dans sa vie interne, jusqu'au folklore : avec la délégation du Val-de-Marne, il entonnait des chansons révolutionnaires à la fin des congrès. Son but était simplement d'apparaître comme le plus grand disciple de Karl Marx.

Il avait au moins réussi cela aux dépens de Roger Garaudy et Louis Althusser, dont il parle par ailleurs en 1961, dans une série d'articles intitulée *Quelques hypothèses sur le développement du « Capital »*.

Roger Garaudy, philosophe officiel du PCF, affirmait qu'il était nécessaire de réduire le marxisme à un humanisme révolutionnaire, et qui pour cette raison se fera progressivement mettre hors-jeu.

Louis Althusser proposait quant à lui une version structuraliste du marxisme, affirmant avec ses disciples dans la série d'ouvrages *Lire le capital* qu'il fallait lire celui-ci philosophiquement, sans rapport avec l'histoire, la politique ou l'économie. Lui aussi sera mis de côté par le PCF.

Seule la perspective de Paul Boccara pouvait satisfaire le PCF, proposant à l'aristocratie ouvrière une idéologie clef en main, avec une participation aux institutions et une souplesse idéologique totale.

C'est d'ailleurs lui qui fit en sorte d'établir le dispositif justifiant de supprimer toute référence à Lénine, tout en ayant une certaine lecture de Karl Marx qui justifierait la différence avec les socialistes.

Dans *Pour une révolution dans la révolution théorique marxiste*, écrit en 1990, il expose cela de la manière suivante :

« Dans les conditions de la crise du capitalisme monopoliste d'État actuel dans les pays dits développés ou dits en voie de développement, comme dans celles de la crise des tentatives de construction d'un socialisme de rattrapage étatiste dans des pays en règle générale arriérés, plus que jamais il s'agit de renouer, par delà toutes les graves réductions et déformations ultérieures, avec le processus essentiellement inachevé de la

révolution théorique initiée par Marx (...).

Confondre la pensée de Jaurès avec celle de Blum perpétue un grave détournement d'héritage, masquant l'effort de dépassement rassembleur de Jaurès jusqu'à l'extrême-gauche « syndicaliste révolutionnaire » mais s'opposant à l'extrême-droite socialiste comme les « ministérialistes » (pour la participation à des gouvernements bourgeois radicaux.

Cependant les efforts de synthèse intellectuelle liés à la sincère passion révolutionnaire de Jaurès, si suggestifs soient-ils, sont encore beaucoup trop éclectiques et trop peu profonds par rapport à l'ampleur et à la rigueur théorique de l'œuvre de Marx elle-même inachevée et donc également par rapport à ses potentialités de développement radicalement nouveaux.

Mais aussi, j'ai déjà eu l'occasion depuis une trentaine d'années de montrer, précisément à travers des essais d'avancée positive, les graves insuffisances, par rapport aux potentialités des hypothèses de Marx, de la pensée de Lénine.

Ces insuffisances concernent notamment l'analyse des transformations technologiques ou économiques du capitalisme et du capitalisme monopoliste d'État, ou encore l'analyse des formes de l'État bourgeois et de l'évolution de Marx tendant à s'émanciper des idées de dictature du prolétariat d'origine babouviste ou blanquiste, etc.

Mais aujourd'hui les réductions et les déformations de Marx par les analyses de Lénine liées à l'arriération russe de l'époque, malgré des tentatives suggestives d'analyses nouvelles, sont encore plus des entraves pour des élaborations créatrices, étant donné notamment leur contribution théorique à la construction d'un socialisme étatiste, même dans des formes se voulant plus ouvertes et pragmatiques.

Elles sont aussi des entraves face à toute la richesse de la pensée et de la recherche théorique sociales ultérieures à Marx et ne partant pas de lui, si unilatérales et discutables soient-elles. »

Lénine est également présenté comme suit :

« Au-delà de son sens de la rupture révolutionnaire contre tout attentisme social-démocrate, ses insuffisances objectives et subjectives seront particulièrement graves du point de vue non d'une rupture révolutionnaire, mais d'une construction proprement socialiste. »

Paul Boccara fit ainsi passer le PCF d'un « marxisme-léninisme » révisionniste au post-marxisme.